



ATELIER REGIONAL DE FORMATION SUR LES CADRES NATIONAUX DE FINANCEMENT INTEGRES EN AFRIQUE

24-26 AOUT 2021

14H00 - 17H00 (HEURE D'ADDIS ABEBA (UTC+3))



Rapport de l'atelier

Contenu

Introduction.....	3
Remarques d'ouverture.....	5
I. Introduction au cadre national de financement intégré (INFF)	6
1. L'INFF et la 13ème tranche du projet Compte de développement en Afrique.....	6
2. Le paysage national et régional de l'INFF en Afrique	7
II. La boîte à outils de planification intégrée et d'établissement de rapports (IPRT).....	8
1. Introduction à la boîte à outils de planification intégrée et d'établissement de rapports.....	8
2. La boîte à outils de planification intégrée et d'établissement de rapports (IPRT) et l'INFF ...	8
III. L'évaluation et le diagnostic dans le cadre de l'INFF	9
Bloc de construction 1 : Évaluation et diagnostic	9
Étude de cas par pays	10
IV. La conception et la mise en œuvre des stratégies de financement	11
Bloc de construction 2 : Stratégie de financement	11
Étude de cas par pays	12
V. Les mécanismes de suivi, d'examen et de responsabilité.....	13
Bloc de construction 3 : Suivi et examen	13
Étude de cas par pays	14
VI. La conception et la mise en œuvre des dispositifs de gouvernance et de coordination.....	15
Bloc de construction 4 : Gouvernance et coordination	15
Étude de cas par pays	16
Annexe 1 : Questions fréquemment posées	18
Annexe 2 : Programme.....	20
Annexe 3 : Résumé de l'évaluation de la formation.....	23
Annexe 4 : Participants	24



Introduction

En 2015, lors de la troisième conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement, les dirigeants du monde entier se sont réunis à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour convenir d'un nouveau cadre mondial de financement du programme 2030 pour les objectifs de développement durable. Le programme d'action d'Addis-Abeba de 2015 présente des recommandations politiques clés pour mobiliser et aligner les ressources sur les objectifs mondiaux et relever les défis auxquels les pays en développement sont confrontés pour financer leur développement durable. Ce programme a jeté les bases de l'approche du cadre national de financement intégré (CNFI ou INFF en anglais).

L'INFF aide les pays à renforcer les processus de planification et à surmonter les obstacles existants au financement des priorités nationales de développement et des objectifs de développement durable (ODD) au niveau national. Il présente l'éventail complet des sources de financement : financement national et international, public et privé. Il permet également aux pays d'élaborer une stratégie pour accroître les investissements, gérer les risques et réaliser les priorités de développement durable, telles qu'elles sont définies dans la stratégie nationale de développement durable du pays.

Contexte

La pandémie de COVID-19 a entraîné une profonde crise socio-économique qui nécessite, plus que jamais, la mise en œuvre d'une approche intégrée pour le financement des Objectifs de Développement Durable (ODD). A cet effet, de nombreux pays africains ont élaboré et mis en œuvre des cadres nationaux de financement intégrés (INFF), tandis que d'autres en sont encore aux premières étapes du processus. La plupart des pays sont en phase de démarrage et ont déjà réalisé des évaluations du financement du développement (EFD ou DFA en anglais).

Dans le contexte des adversités socio-économiques de la pandémie de COVID-19, la nécessité de l'INFF pour guider l'allocation des ressources et façonner le financement des réponses de rétablissement durable est fortement ressentie. En conséquence, le Département des affaires économiques des Nations Unies (DESA), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) ont organisé l'atelier régional de formation sur les INFF pour aider les pays africains à répondre à la situation émergente. L'objectif de cet événement de trois demi-journées était de créer un espace de partage des connaissances et d'apprentissage pour les pays africains afin qu'ils partagent leurs expériences sur la mise en œuvre des INFF et les meilleures pratiques dans ce domaine en vue de faciliter la réalisation des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

L'atelier s'est appuyé sur l'expérience réussie d'une formation pilote organisée pour les pays d'Asie du Nord et centrale en janvier 2021 et d'un atelier de formation pour la région Asie-Pacifique en mars 2021, mais a été adapté au contexte africain et aux besoins des pays. En ligne avec l'agenda de l'événement, ce rapport comprend les sessions sur la méthodologie des blocs de construction de l'INFF, y compris des cas nationaux et des expériences pratiques et sur l'IPRT, une boîte à outils qui fournit des informations sur l'alignement de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 et leur intégration dans les plans de développement nationaux des pays africains.

L'atelier de formation en ligne a réuni 685 participants de 62 pays, dont 51 États membres du continent africain. Le public de l'atelier était principalement composé de points focaux des cadres nationaux de financement intégrés et de praticiens des pays africains, notamment ceux travaillant dans les ministères des finances, du développement économique et de la planification. Des chercheurs d'institutions académiques et d'autres acteurs régionaux, y compris ceux des agences des Nations Unies, ont également participé. Une évaluation ex-ante et ex-post a été administrée pour mesurer la rétention des connaissances acquises lors de cet atelier.

Objectifs et résultats attendus

Objectifs	Permettre aux parties prenantes de :
<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les connaissances des participants sur l'INFF. - Favoriser une compréhension de la manière dont la méthodologie peut être adaptée dans leur contexte. - Promouvoir le partage des connaissances entre les pays pendant la phase de lancement de l'INFF, et fournir un forum pour partager les outils, les leçons apprises, les bonnes pratiques et les approches adoptées par les pays africains. - Sensibiliser à la manière dont l'IPRT peut être utilisé pour établir des priorités dans l'allocation des ressources et renforcer la gouvernance économique. - Identifier les exemples clés au niveau des pays et diffuser les enseignements pertinents dans l'ensemble des pays de l'Afrique et au-delà. 	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser les opportunités et les défis rencontrés lors du déploiement de l'INFF dans chaque pays. - Discuter des bonnes pratiques et des outils du cadre de financement national intégré qui pourraient être reproduits dans leur pays. - Comprendre comment l'utilisation d'outils de financement intégrés peut renforcer les stratégies de développement et les plans de relance nationaux et améliorer la conception des politiques de financement. - Expliquer comment les stratégies de financement intégrées peuvent permettre aux décideurs politiques de gérer de manière plus stratégique leur paysage financier complexe. - Décrire les approches qui peuvent être adoptées pour renforcer les mécanismes de gouvernance économique relatifs au financement aux niveaux national et sous-national.



Remarques d'ouverture



” Les INFFs ne cherchent pas à remplacer les politiques actuelles, mais à rassembler les politiques existantes et à renforcer la cohérence entre elles.”

Shari Spiegel, Service de l'analyse et de l'élaboration des politiques, UNDESA

Le travail approfondi du DAES sur la méthodologie INFF façonne l'architecture de financement durable qui est devenue encore plus importante dans le contexte de la pandémie de COVID-19. S'articulant autour de quatre éléments constitutifs, l'INFF vise à renforcer les politiques existantes, à identifier les risques et à corriger les incohérences, le cas échéant.



”L'objectif de l'INFF est essentiellement de s'assurer que nous disposons de cadres intégrés pour le financement du développement durable dans chaque pays. ”

Joseph Atta-Mensah , OCI, Division Macroéconomique et Gouvernance, UNECA

Les pays africains doivent renforcer la mobilisation des ressources pour lutter contre les conséquences de la pandémie. L'INFF donne une idée globale de toutes les sources de financement, ainsi que des secteurs prioritaires vers lesquels les ressources devraient être canalisées pour atteindre les ODD. Il fournit une stratégie de financement cohérente pour réaliser les priorités

nationales et soutenir le redressement post-COVID.



”Les INFFs sont des outils puissants qui peuvent aider à surmonter de nombreux obstacles existants au financement du développement durable.”

Dr. Ayodele Odusola, Directeur du Hub du secteur financier du PNUD en Afrique

Cette crise n'est pas seulement une tragédie mais aussi une opportunité pour les nations africaines de pivoter vers une approche intégrée du financement de leurs priorités nationales. L'INFF peut aider les pays africains à accroître leur marge de manœuvre budgétaire en donnant la priorité à des politiques telles que la lutte contre les flux financiers illicites, l'amélioration de la gouvernance, les mécanismes de contrôle et les aider à s'orienter vers des financements innovants

à la place de la dette.



”L'atelier de l'INFF vise à susciter une discussion sur la mobilisation des ressources et à soutenir les efforts pour mieux reconstruire. ”

Einar Bjorgo, Directeur d'UNOSAT, UNITAR

L'adoption réussie et la mise en œuvre efficace de l'INFF au niveau national nécessitent une bonne compréhension des différents concepts de l'INFF qui peut se réaliser par le partage des connaissances et des expériences entre les pays africains. Ces connaissances, associées aux nouvelles technologies, peuvent accélérer la réalisation des ODD.

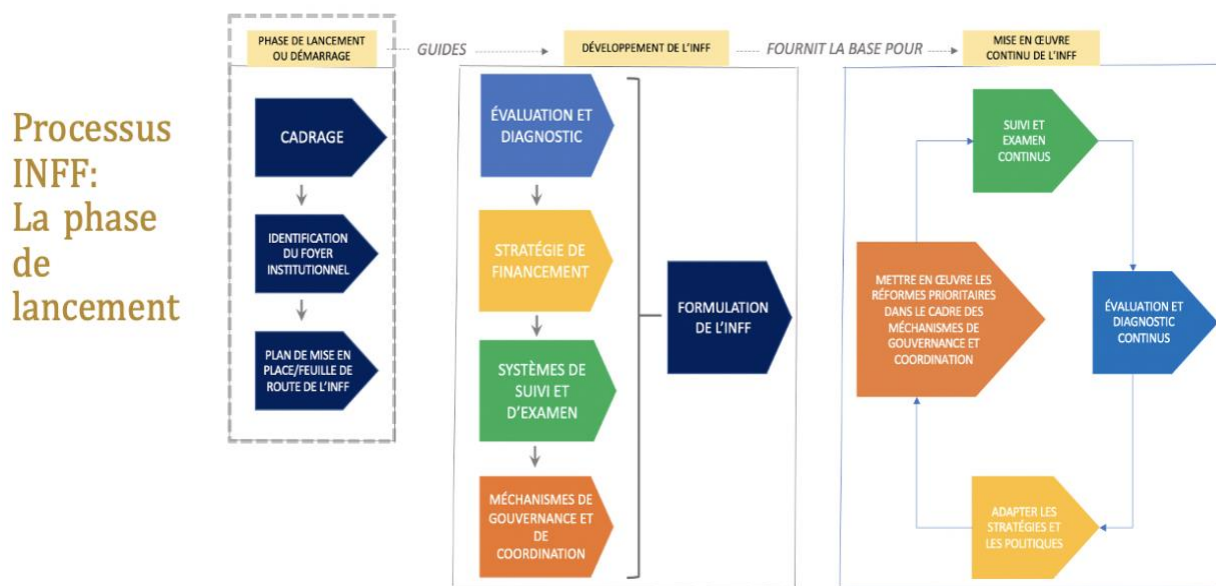


I. Introduction au cadre national de financement intégré (INFF)

1. L'INFF et la 13ème tranche du projet Compte de développement en Afrique

Présenté par Natalia Aristizabal Mora, UNDESA et Farzana Sharmin, ECA

L'INFF est une approche de financement des priorités de développement durable et des ODD au niveau national qui aide les gouvernements à envisager le financement du développement durable à partir de différentes sources (nationales, internationales, publiques, privées), à identifier et à combler les lacunes, à surmonter les incohérences et à exploiter les opportunités inutilisées. En d'autres termes, il rassemble différentes politiques de financement afin que les décideurs politiques puissent mieux comprendre et réfléchir à la manière dont elles s'influencent mutuellement de façon systématique. La [phase de démarrage](#) de l'INFF jette les bases pour déterminer comment assembler la stratégie de financement et quels éléments de cette stratégie doivent être prioritaires. À cet égard, le [DFA](#) est un outil utile pour rassembler les quatre éléments constitutifs qui s'informent mutuellement de manière cohérente. Tout en gardant à l'esprit que les INFF sont spécifiques à chaque pays, [cette présentation](#) introduit le cadre global de l'INFF basé sur l'orientation globale de l'INFF (la méthodologie INFF) et la valeur ajoutée d'une approche intégrée du financement des priorités nationales. Elle donne un aperçu de la 13^e tranche du projet Compte de développement qui vise à mettre en place une communauté de pratique numérique pour l'apprentissage par les pairs et le partage d'expérience dans la mise en œuvre de l'INFF en Afrique. La présentation met également en évidence la synergie entre l'INFF et les travaux en cours sur l'IPRT et le système de suivi des ressources de l'Afrique (ARTS), une plate-forme qui est en cours de développement pour accroître la transparence dans les allocations, le décaissement, le suivi et le rapport des fonds publics.

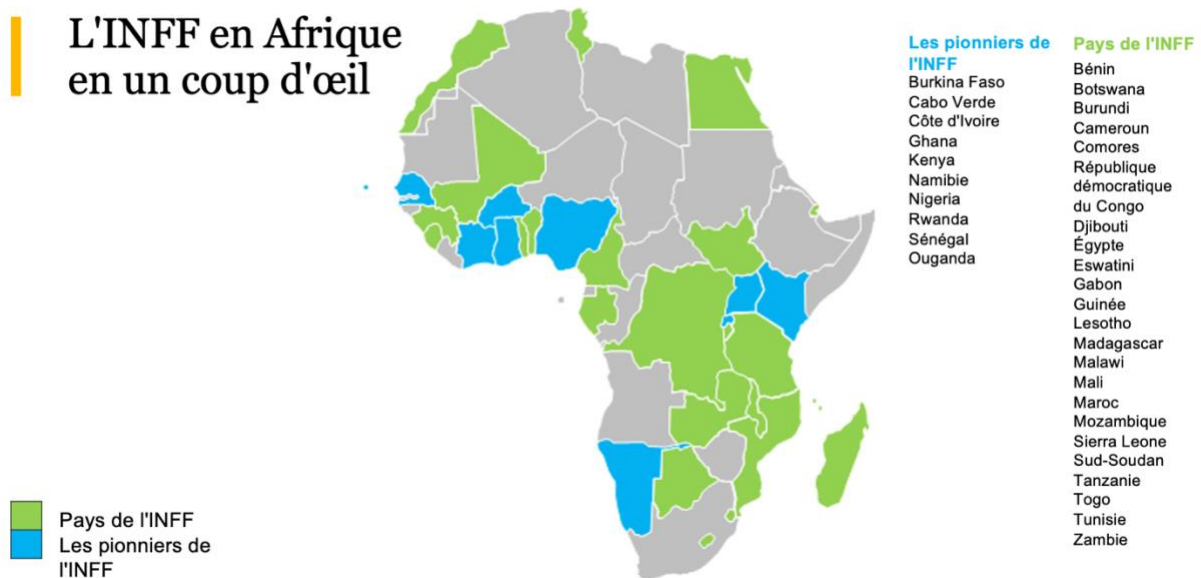


2. Le paysage national et régional de l'INFF en Afrique

Présenté par Orria Goni, Hub Africain du Secteur Financier du PNUD

Sur le continent africain, le PNUD apporte un soutien programmatique aux gouvernements dans l'utilisation de l'INFF pour mettre en œuvre les recommandations de l'agenda d'Addis-Abeba. L'initiative INFF a été lancée en 2019 pour répondre à la nécessité de fusionner la vision à court et à long terme en termes de financement. Elle a l'ambition d'intégrer divers processus et entités à travers les finances publiques, mais aussi d'intégrer la finance privée dans les politiques publiques pour soutenir les priorités nationales et les ODD. L'alignement de ces politiques et leur hiérarchisation permettent aux gouvernements de tirer parti « des fruits à portée de main » pour répondre plus rapidement aux urgences actuelles.

Les pays africains se trouvent à différentes étapes de leur parcours INFF. Par exemple, **26 pays** utilisent des évaluations du financement du développement (DFA) dans leur phase de lancement pour façonner leurs processus INFF, tandis que **22 pays** sont déjà en train de développer leurs stratégies de financement intégrées. La plupart de ces pays ne cherchent pas à créer des structures supplémentaires, mais plutôt à s'assurer que les mécanismes de financement, de suivi et de coordination de l'INFF sont ancrés dans les systèmes existants. L'INFF n'est pas une approche "prêt-à-porter". Le processus implique des itérations, un apprentissage continu, et bénéficie de la collaboration croissante sur le continent. Enfin, l'INFFs contribue à démystifier la finance pour le grand public en améliorant les mécanismes de dialogue, la transparence et la responsabilité. Découvrez dans [cette présentation](#) qui sont les pionniers de l'INFF, comment les pays africains ont adapté cette approche à leurs besoins et qui sont les partenaires qui mènent le programme de transformation de l'INFF sur le continent. Une liste des prochains développements est disponible [ici](#).



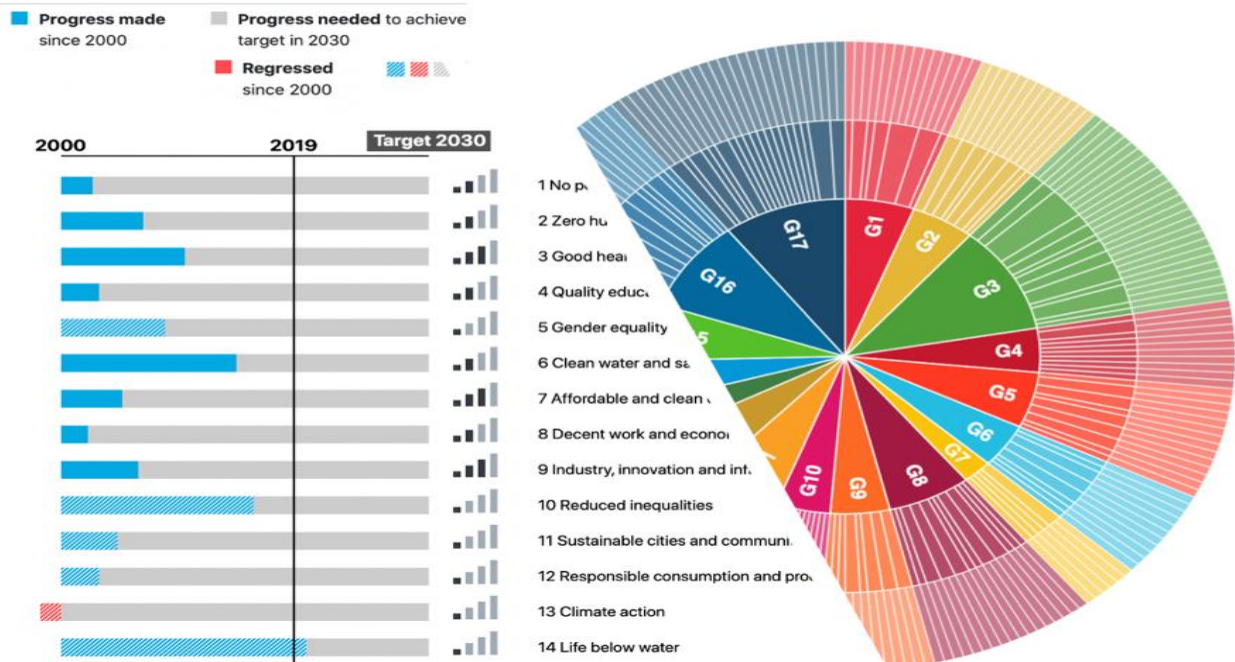
II. La boîte à outils de planification intégrée et d'établissement de rapports (IPRT)

1. Introduction à la boîte à outils de planification intégrée et d'établissement de rapports

Présenté par Tadele Farede, ECA

Étant donné l'importance d'assurer une synergie entre les engagements nationaux et mondiaux, l'outil [IPRT](#) a été développé pour faciliter l'alignement de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 avec les priorités nationales. L'outil comporte trois niveaux d'alignement : les niveaux des objectifs, des cibles et des indicateurs pour évaluer le degré d'alignement par secteur. Il peut également suivre les progrès accomplis dans la réalisation des agendas de développement nationaux, continentaux et mondiaux. Dans [cette présentation](#), vous pouvez en savoir plus sur son objectif, sa conception et ses fonctionnalités.

Snapshot of AFRICA for 2019



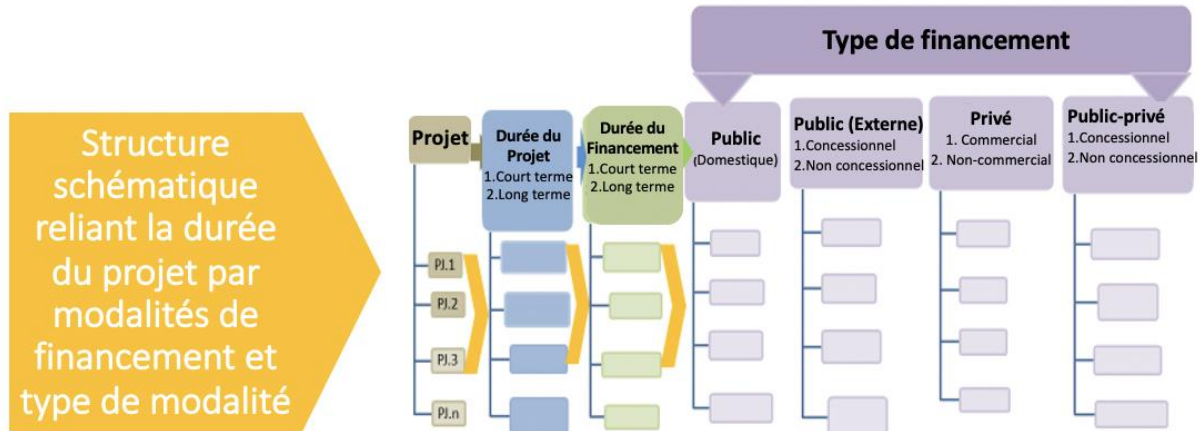
2. La boîte à outils de planification intégrée et d'établissement de rapports (IPRT) et l'INFF

Présenté par Tadele Farede, ECA

La synergie entre l'INFF et l'IPRT pourrait aider les pays africains à aligner les sources de financement appropriées aux objectifs de développement et fournir des indications cruciales sur l'ampleur de l'allocation financière en faveur des priorités nationales. L'IPRT permet non seulement de relier les programmes aux objectifs nationaux ou mondiaux et de refléter aux progrès accomplis dans leur réalisation, mais aussi de



suivre l'allocation et l'utilisation des fonds pour chacun de ces programmes et de fournir des estimations des budgets des ODD et de l'Agenda 2063 pour les pays. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

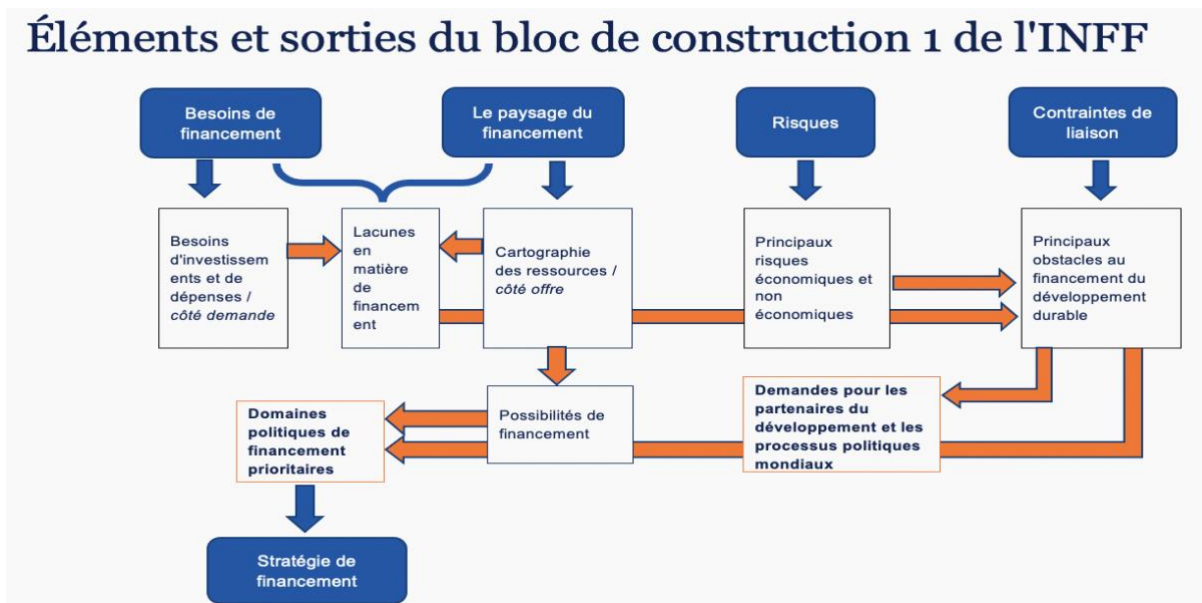


III. L'évaluation et le diagnostic dans le cadre de l'INFF

Bloc de construction 1 : Évaluation et diagnostic

Présenté par Shari Spiegel, UNDESA

Le module « [Évaluation et diagnostic](#) » dresse un tableau des lacunes de financement et identifie les principaux risques et goulots d'étranglement. Il s'appuie sur les dispositions institutionnelles et les résultats de l'exercice de cadrage initial (DFA) entrepris dans la phase de démarrage et fournit une évaluation et un diagnostic approfondis des besoins de financement (i), du paysage financier (ii), des risques (iii) et des contraintes (iv). Cette étape fournit des informations cruciales en termes de secteurs clés, d'opportunités, de vulnérabilités et d'objectifs qui serviront de base à la stratégie de financement (bloc de construction 2). Cliquez sur le diagramme pour ouvrir la présentation ou [ici](#) pour en savoir plus.



Étude de cas par pays

L'INFF au Gabon : ouvrir la voie à une économie verte



”Nous avons mené la DFA qui a abouti au lancement de la feuille de route de l'INFF et nous menons maintenant une série d'études approfondies qui serviront de base à l'élaboration d'une stratégie de financement vert.”

Joseph Paul Ibouili Maganga, Vice-président du comité de pilotage de l'INFF, Inspecteur des services au sein du ministère de l'Économie et de la Relance du Gabon

En adoptant le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE 2009-2025), le [Gabon](#) a fait du développement durable le fondement de son nouveau modèle de développement et vise à accélérer la transition d'un modèle basé uniquement sur les industries extractives vers une économie verte. Cependant, [l'exercice DFA mené par le pays](#) récemment a révélé un désalignement entre la planification et la politique de financement du gouvernement, avec une focalisation étroite sur les ressources publiques pour financer les ODD, et la participation d'un groupe limité de parties prenantes au processus de dialogue et de prise de décision. Face à ces défis, le pays entreprend actuellement des mesures pour renforcer le cadre de gouvernance de l'INFF et mener une série d'études thématiques dans les domaines clés identifiés lors de l'exercice de cadrage qui façonneront sa future stratégie de financement intégrée. Retrouvez plus d'informations sur l'INFF au Gabon dans le discours de M. Joseph Paul Ibouili Maganga publié [ici](#).

L'INFF en Tanzanie : le financement privé au service du développement



”La mise en œuvre de notre précédent plan de développement était principalement financée par des sources publiques, mais comme les fonds publics ne sont pas suffisants, nous devons mobiliser des financements privés.”

Ellykedo Ngonyani, économiste principal, ministère des finances et de la planification.

La [Tanzanie](#) a achevé [son DFA](#) en 2021, à temps pour le lancement de son troisième plan national de développement quinquennal (FYDP III). Le DFA fournit des recommandations pour mobiliser les ressources de financement privées, publiques, nationales et internationales et les canaliser vers les domaines prioritaires du pays et les ODD. Il intègre également des recommandations pour la mise en place d'outils et de systèmes de suivi et d'examen permettant au gouvernement et aux autres parties prenantes d'évaluer les montants et l'utilisation des différentes ressources financières. Sur la base du DFA et de 14 études portant sur les différentes sources de financement, une stratégie nationale intégrée de financement pour le FYDP III a été rédigée et est en cours de finalisation pour aligner les réformes sur les éléments constitutifs de l'INFF. En fait, le gouvernement a intégré sa stratégie financière dans l'approche INFF pour mieux mobiliser les ressources. Les expériences d'autres pays, comme celles du Mexique et de Singapour, ont été utiles pour analyser des modèles alternatifs de financement du plan de développement.



IV. La conception et la mise en œuvre des stratégies de financement

Bloc de construction 2 : Stratégie de financement

Présenté par Yanis Kuhn von Burgsdorff, UNDESA

La composante « [Stratégie de financement](#) » aide les pays à rationaliser les approches et les outils de financement existants dans un cadre unique. Il s'agit de trouver des solutions pour combler les lacunes en matière de financement, de surmonter les contraintes, d'exploiter les possibilités de financement et d'identifier des politiques de financement qui tiennent compte des risques, de l'équité, des préoccupations sociales et environnementales, des retombées potentielles et des compromis. L'approche suggérée pour concevoir une stratégie de financement intégrée comprend quatre étapes. La première étape consiste à définir le champ d'application et l'approche de la stratégie, sur la base des résultats des évaluations du bloc de construction 1. La deuxième étape consiste à répertorier toutes les politiques, les mesures juridiques et réglementaires, les instruments et les processus de financement, en tenant compte à la fois des pratiques actuelles et des nouvelles opportunités. La troisième étape est le processus de hiérarchisation des politiques, qui comprend les contrôles de cohérence, visant à soutenir la décision de conserver ou d'ajuster les options politiques identifiées. Enfin, la quatrième étape rassemble tous les éléments dans un plan opérationnel énumérant les actions de mise en œuvre des solutions politiques prioritaires identifiées lors de l'étape précédente. Ce plan doit s'aligner sur les objectifs fixés au départ et nécessite une révision et une mise à jour périodiques. Cliquez sur le diagramme pour ouvrir la présentation ou [ici](#) pour en savoir plus.

Approche suggérée



Étude de cas par pays

L'INFF au Ghana : une approche de bas en haut (bottom-up)



”Au Ghana, nous utilisons une approche ascendante, en partant du niveau du district, avec des cadres de financement intégrés des assemblées (IAFF) qui sont pilotés dans cinq assemblées métropolitaines, municipales et de district. Dans ce contexte, nous voulions que les districts dirigent ce processus. Au bout du compte, ce sont eux qui mettront en œuvre les stratégies de financement.”

Nana Yaw Yankah, économiste principal, ministère des Finances du Ghana

Compte tenu de la décentralisation fiscale au [Ghana](#) et du rôle central des autorités locales dans la mise en œuvre des politiques nationales, une approche ascendante de la mise en œuvre des cadres de financement intégrés a été adoptée pour renforcer le financement au niveau des assemblées locales. Au niveau infranational, cinq régions métropolitaines, municipales et de district (MMDA) ont élaboré des cadres de financement intégrés liés aux plans de développement et de redressement locaux, détaillant les besoins de financement, les ressources disponibles, l'évaluation des risques, les contraintes et les recommandations pour la mise en place de chacun des quatre éléments constitutifs des cadres de financement. Le gouvernement ghanéen est en train de mettre en œuvre les politiques identifiées, avec un plan pour étendre l'INFF à toutes les assemblées au niveau national.

L'INFF au Nigeria : le pont entre le secteur privé et le secteur public



”Un INFF pourrait fournir le cadre holistique qui permettrait d'hiérarchiser, coordonner et superviser le programme de redressement et d'accélérer le financement des ODD au Nigeria.”

Nabila Aquele, conseillère auprès du H. ministre des Finances, du Budget et de la Planification

Membre du groupe de travail principal de l'INFF au Nigeria

En tant que pionnier de l'INFF, le [Nigeria](#) a réalisé un DFA complet en 2020 par le biais d'une approche descendante et ascendante. Les résultats du DFA ont fourni des informations sur les lacunes en matière de financement et sur la cohérence horizontale et verticale des différentes politiques. Il a également servi à formuler diverses recommandations sur les recettes publiques, l'environnement favorable, ainsi que des options de financement innovantes qui assurent le lien entre les secteurs public, privé et les partenaires de développement afin d'accroître les recettes publiques et les investissements privés. Sur la base du DFA, l'élaboration d'une stratégie de financement est en cours, qui implique une combinaison d'ateliers au niveau local et national, avec la participation active du secteur privé, en tirant parti des processus existants au niveau de l'État et au niveau fédéral. Le Nigeria a mis en place une structure de gouvernance et de coordination pour l'INFF, comprenant un comité directeur de haut niveau, présidé par le ministre des Finances, du budget et de la planification nationale, et un groupe de travail central composé d'experts techniques de haut niveau, coprésidé par le ministère des finances, du budget et de la planification nationale et le PNUD. Cliquez [ici](#) pour trouver la présentation du pays.



V. Les mécanismes de suivi, d'examen et de responsabilité

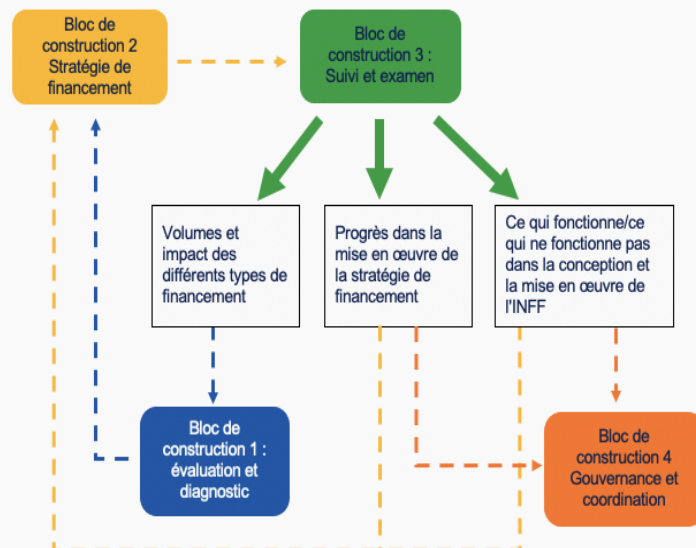
Bloc de construction 3 : Suivi et examen

Présenté par Elena Klare, UNDESA

Le module « [Suivi et examen](#) » contribue à renforcer les systèmes nécessaires pour permettre la collecte et l'utilisation de données pertinentes. Il fournit une base pour la transparence, la responsabilité et le partage des connaissances. La composante sert également d'intégrateur, en rassemblant les systèmes existants de planification, de budgétisation, de suivi et d'examen. Il fournit un cadre pour relier les systèmes de suivi du financement aux cadres de planification et de résultats, ainsi que pour rationaliser les données courantes et les plans de développement statistique. Cinq éléments clés constituent la base du troisième bloc de construction : i) une théorie du changement, définissant la portée du suivi et de l'examen ; ii) des indicateurs, pour identifier les données à collecter ; iii) des cibles ; iv) des systèmes de données et leurs capacités, pour permettre des rapports réguliers ; et v) des ressources humaines et financières adéquates, pour garantir une mise en œuvre efficace du système. L'approche recommandée consiste à commencer par établir une base de référence en identifiant les systèmes pertinents, à examiner les systèmes existants et à s'appuyer sur ces résultats pour renforcer les systèmes existants, en fonction du contexte national. Il est important de disposer de données solides et de diffuser les résultats intermédiaires dans ce processus. Cliquez sur le diagramme pour ouvrir la présentation ou [ici](#) pour en savoir plus.

Pourquoi le suivi et l'examen est important?

- ❖ Rassemble toutes les informations dont ont besoin les dirigeants pour prendre des décisions et les parties prenantes pour demander des comptes aux bailleurs de fonds.
- ❖ Soutient la mise en œuvre efficace d'autres éléments constitutifs de l'INFF



Étude de cas par pays

L'INFF en Ouganda : renforcement des processus de suivi

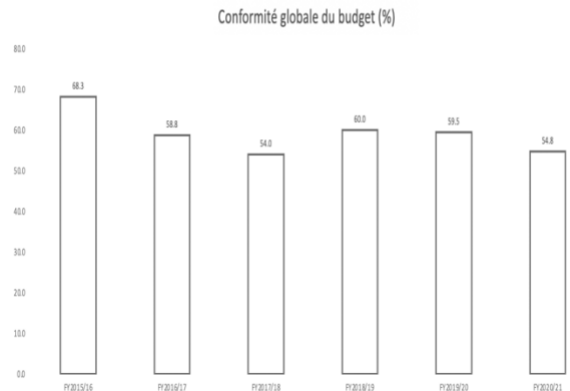


”Le certificat de conformité aide les MDA et les GL à améliorer l'alignement et la performance du budget en vue de la réalisation des objectifs et des cibles du plan de développement national.”

Winnie Nabiddo, directrice, planificatrice principale, suivi et évaluation, NPA

L'autorité de planification nationale ougandaise (NPA) a créé un certificat de conformité pour garantir et contrôler l'alignement des budgets annuels sur les cadres de planification nationaux. Il est utilisé pour examiner et certifier l'alignement du budget annuel sur le plan de développement national (NDP III). La conformité globale du budget au PND est pondérée à cinq niveaux : le niveau macroéconomique, la direction stratégique nationale, le niveau du programme, le niveau des ministres, départements et agences (MDA) et le niveau du gouvernement local (GL). Sur la base du niveau de conformité à ces cinq niveaux, le budget est classé comme insatisfaisant, modérément satisfaisant et satisfaisant. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

L'ATTESTATION DE CONFORMITÉ POUR L'ALIGNEMENT DU BUDGET ANNUEL SUR L'PND II



L'INFF au Malawi : suivi des dépenses publiques WASH



”L'examen des dépenses publiques a permis d'identifier les principaux problèmes de la GFP qui affectaient l'efficacité des dépenses WASH et conduisaient à des opportunités perdues en termes de gestion des dépenses.”

Stevier Kaiyatsa, économiste, ministère des Finances, de la Planification et du Dév. économique.

et Kelvin Tapiwa Mutambirwa, responsable de la politique sociale, Finances publiques, UNICEF Malawi.

[L'examen des dépenses publiques \(EDP\)](#) dans secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) au [Malawi](#) vise à générer des preuves et des analyses sur l'efficacité, l'équité et la durabilité des dépenses WASH en utilisant une méthodologie basée sur l'examen et la collecte de données par des questionnaires et des entretiens avec des informateurs clés. L'EDP permet d'identifier les problèmes de finances publiques et les goulots d'étranglement qui affectent les dépenses WASH. En fin de compte, les résultats ont été utilisés pour développer une stratégie de financement du secteur WASH et informer le travail SWA (Assainissement et eau pour tous). L'implication du gouvernement tout au long du processus a été cruciale pour garantir l'appropriation, améliorer la précision et l'accès aux données, soutenir les efforts de diffusion et de mise en œuvre, tandis que le renforcement des capacités du personnel gouvernemental en matière d'EDP a contribué à assurer la durabilité du suivi des dépenses publiques.

VI. La conception et la mise en œuvre des dispositifs de gouvernance et de coordination

Bloc de construction 4 : Gouvernance et coordination

Présenté par Cecilia Caio, UNDESA

Le bloc de construction « [Gouvernance et la coordination](#) » affecte toutes les autres étapes de l'INFF en influençant l'efficacité globale. Ce module guide l'ensemble du processus de l'INFF, garantit l'appropriation et le leadership des pays, renforce la collaboration intra-gouvernementale et la participation de multiples parties prenantes, améliore la coordination avec les partenaires, et aide à surmonter les silos et à accroître la cohérence et l'intégration des approches et processus existants. À cet égard, deux étapes doivent être suivies : l'identification et l'évaluation des dispositifs de gouvernance existants pour soutenir l'élaboration de politiques de financement cohérentes (i) et l'amélioration de la cohérence pour renforcer les dispositifs existants (ii). Le renforcement de la cohérence est une cible mouvante. En tant que tel, le renforcement des politiques existantes pourrait être accompagné par l'établissement de structures institutionnelles descendantes et d'autres mécanismes complémentaires pour surmonter les silos. Cliquez sur le diagramme pour ouvrir la présentation ou [ici](#) pour en savoir plus.

Fonctions clés de la gouvernance de l'INFF

- ❖ La **forme** de la gouvernance variera selon les contextes.
- ❖ Les **fonctions** seront communes, afin de favoriser une cohérence accrue des politiques de financement.

Dimensions de la gouvernance



Étude de cas par pays

L'INFF en Sierra Leone : une approche pansociale



”L'INFF en Sierra Leone est le produit de consultations nationales participatives à large assise. Toutes les parties prenantes, y compris les partenaires de développement et le secteur privé, ont contribué à sa préparation.”

*Joseph Samah, directeur adjoint, planification, politique et recherche,
Ministère de la Planification et du Développement économique*

La [Sierra Leone](#) a entrepris un DFA en 2018 qui s'est conclu par 18 recommandations sur différentes sources de financement pour stimuler le financement du développement dans le pays. Le DFA a éclairé la formulation d'une feuille de route complète de l'INFF, comprenant des options politiques en termes de recettes sectorielles (i), de secteur privé et de services financiers (ii) et de coopération stratégique au développement (iii). Un comité de surveillance et un secrétariat, avec un coordinateur de projet national, ont été mis en place. L'une des principales caractéristiques de l'INFF en Sierra Leone est le processus décentralisé de planification du développement national du pays, qui a nécessité l'engagement des médias pour sensibiliser à l'INFF, ainsi qu'un vaste programme de renforcement des capacités pour les conseils et le Parlement. En outre, une participation élargie et une approche pansociale ont été adoptées par la Sierra Leone pour la mise en œuvre efficace de l'INFF. Veuillez trouver la présentation du pays [ici](#).

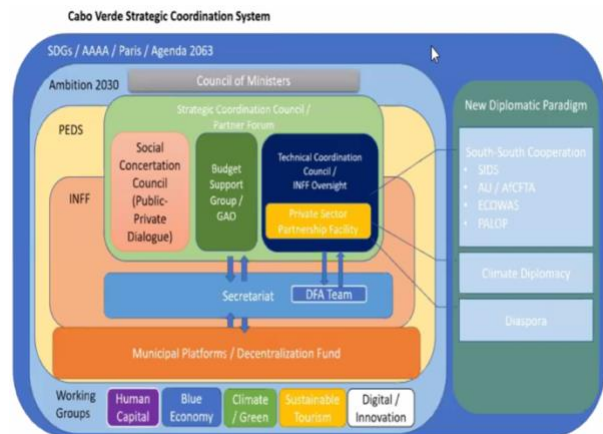
L'INFF au Cabo Verde : combler les besoins divers par la coordination



”Nous avons essayé de positionner l'INFF autour d'une institution qui existait déjà pour faire en sorte que ces différentes structures s'harmonisent plutôt que de se chevaucher.”

Dr. Christopher Marc Lilyblad, spécialiste du programme de pays Cabo Verde, PNUD

Le [Cabo Verde](#) est divisé en neuf îles peuplées, avec des besoins différents et des défis de financement différents. L'INFF au Cabo Verde est utilisé pour répondre à ces besoins grâce à un mécanisme de coordination intégré. Un conseil de coordination stratégique (composé du gouvernement, de l'ONU, de l'UE, de la BM et du Portugal) fournit un cadre à trois groupes : un organe de concertation sociale, un groupe d'appui budgétaire et le conseil de coordination technique. Le conseil supervise le plan stratégique pour le développement durable et utilise l'INFF comme un outil pour recevoir des financements pour le PEDS, l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063. Le dialogue entre les acteurs publics et privés, ainsi que le mécanisme de coordination sont des éléments clés de la mise en œuvre de l'INFF au Cabo Verde.



Conclusion

Les cadres de financement nationaux intégrés sont des instruments efficaces qui peuvent aider les gouvernements à surmonter de nombreux obstacles au financement du développement durable. Il permet aux gouvernements d'évaluer de manière intégrée l'ensemble des options disponibles en termes de ressources privées et publiques (i), d'envisager de nouvelles façons de mobiliser ces ressources (ii) et de donner la priorité aux réformes du financement en fonction des objectifs de redressement et de développement durable du pays (iii). Les expériences partagées au cours de l'atelier suggèrent que les résultats les plus marquants sont observés dans les pays où les gouvernements font preuve d'une forte appropriation des INFF, en taillant l'approche en fonction des priorités et des institutions nationales.

Au-delà du défi de la mobilisation de ressources financières, le défi du financement des ODD en Afrique est lié à une gouvernance économique efficace - qui fait appel à la responsabilité, à la transparence et à la participation - et nécessite une réorientation de la manière dont les acteurs publics et privés interagissent les uns avec les autres pour aboutir à un système qui permet d'obtenir des résultats dans les trois dimensions du développement durable : économique, sociale et environnementale. Selon les représentants des gouvernements qui ont participé à la formation, le processus de l'INFF apporte une analyse et des résultats plus riches lorsque la société civile, le monde académique, le secteur privé, les partenaires du développement et les dirigeants de haut niveau "ont un siège à la table". Le financement des ODD nécessite également une coopération mondiale et régionale, permettant aux financements internationaux privés et publics d'accélérer les efforts visant à combler le fossé restant. Les INFFs peuvent donc stimuler une approche de la société dans son ensemble à l'égard du programme de développement national et des ODD - une approche qui rassemble toutes les parties prenantes derrière les politiques de financement, afin que chacun joue son rôle dans le développement durable du pays.

Annexe 1 : Questions fréquemment posées

1. Quelle est la relation entre un INFF et les processus de planification nationale ?

- Les processus de planification nationale (qu'ils soient liés à des plans de développement nationaux ou à des stratégies sectorielles/thématiques) fournissent les objectifs et les priorités qui constituent la base du processus INFF. Un INFF aide les gouvernements à financer plus efficacement les objectifs et priorités nationaux identifiés par le biais des processus de planification nationale. En tant que tel, alors que l'INFF peut aider à identifier les domaines à privilégier en termes de mobilisation des ressources, l'INFF n'est pas un outil permettant de définir ce que devraient être les objectifs et les priorités de développement national.

2. L'INFF va-t-il remplacer les approches budgétaires d'un pays, telles que la budgétisation par programme ?

- Non, l'objectif de l'INFF n'est pas de remplacer les systèmes et processus existants liés à la planification, à la budgétisation, aux processus de financement et à la responsabilité. Il peut plutôt être utilisé pour combler les lacunes existantes et améliorer l'intégration entre eux, en servant de "station d'accueil" pour la variété d'outils et de méthodologies déjà utilisés, ainsi que pour ceux proposés par les partenaires du développement.

3. Qui doit participer à un INFF ?

- La réussite de la mise en œuvre de l'INFF nécessite une approche participative de l'ensemble de la société. Elle implique la création d'un comité de surveillance et d'une structure appropriée pour le dialogue entre le gouvernement, les principaux partenaires internationaux, le secteur privé, les universités et les organisations de la société civile, afin de maximiser l'impact des partenariats stratégiques existants et de faciliter la mobilisation de nouveaux partenariats qui produiront des synergies pour atteindre les objectifs communs. Les premiers enseignements tirés de la mise en œuvre de l'INFF indiquent que l'adhésion des dirigeants de haut niveau est essentielle à la réussite de l'entreprise. Le processus de l'INFF est généralement dirigé par le ministère des finances, de la planification ou le bureau exécutif (par exemple, le bureau du président ou le bureau du premier ministre). Si l'INFF est axé sur une priorité sectorielle ou thématique spécifique ou sur un domaine de politique de financement, le ministère de tutelle concerné peut jouer un rôle plus important ; si l'INFF est axé sur le niveau infranational, les administrations locales joueront un rôle plus central. Dans l'ensemble, les exemples d'acteurs qui devraient être impliqués comprennent les ministères du Travail, de l'Environnement, des Femmes et des enfants, des Services sociaux (pour s'assurer que toutes les dimensions de la durabilité sont prises en compte dans la conception des politiques de financement) ; les offices nationaux de statistiques (pour intégrer les données en cours et les initiatives de développement des capacités statistiques dans le processus de l'INFF, le cas échéant) ; le monde universitaire (pour apporter des solutions innovantes et sensibiliser), les organismes/associations du secteur privé et les organisations de la société civile (pour s'assurer que les besoins et les priorités de tous les membres de la société sont pris en considération).

4. Quel est le rôle du secteur privé dans un INFF ?

- L'INFF vise à intégrer la finance privée dans les politiques publiques, ainsi que la collaboration entre les acteurs privés et publics pour soutenir les priorités nationales et les ODD. Il sert à développer des outils, et à identifier, rassembler et mettre en place des cadres, des réglementations et des procédures de conformité qui favorisent les investissements privés en faveur des priorités nationales. À cette fin, les acteurs du secteur privé sont engagés à la fois dans l'exercice de cadrage (DFA) et dans le processus de conception et de mise en œuvre de la stratégie de financement intégrée via des mécanismes de coordination et de dialogue. Toutefois, le rôle du secteur privé peut changer en fonction du contexte national, ainsi que de la portée et de l'orientation de l'INFF. En outre, les acteurs privés peuvent choisir d'adopter une approche plus intégrée dans leurs propres processus décisionnels et d'appliquer les principes directeurs d'une INFF dans leurs opérations quotidiennes pour orienter les choix d'investissement.

5. Quel est le rôle des organisations de la société civile dans un INFF ?

- La participation effective de la société civile au sein de l'INFF est essentielle dans le processus de conception, de mise en œuvre et de suivi de la stratégie de financement intégrée. Faisant partie du comité de surveillance de l'INFF, les organisations de la société civile (OSC) ont un double rôle dans un INFF. D'une part, elles font partie des acteurs consultés et impliqués dans la conception et la mise en œuvre de l'INFF du pays. D'autre part, elles aident à tenir le gouvernement responsable de sa gestion, en demandant des comptes au gouvernement et aux autres bailleurs de fonds en ce qui concerne les engagements pris dans le cadre de l'INFF et les objectifs spécifiques identifiés dans la stratégie de financement du pays. En Sierra Leone, par exemple, le Consortium de la société civile (qui compte plus de 200 ambassadeurs des ODD) a participé activement au dialogue sur le financement de la mobilisation des ressources locales et a mené une campagne de sensibilisation à l'INFF au niveau des districts/communautés. Dans d'autres cas, la société civile a joué un rôle de premier plan dans l'intégration des considérations de genre dans l'évaluation du paysage financier existant, ainsi que dans la représentation des intérêts des femmes dans les dialogues sur le financement (voir le bloc de construction 4 Gouvernance et coordination ci-dessus pour des exemples de la manière dont les OSC ont joué ce rôle dans différents pays).

6. Comment l'inclusion, l'égalité des sexes, le climat et les autres priorités transversales sont-ils intégrés dans la méthodologie de l'INFF ?

- Toutes les dimensions de la durabilité (économique, sociale, environnementale) sont intégrées dans l'approche INFF. Les écarts existants entre les priorités transversales et l'architecture de financement existante peuvent être identifiés dans la phase d'évaluation du paysage financier (BB1), tandis que les politiques de financement correspondantes et les nouveaux instruments peuvent être classés par ordre de priorité dans la stratégie de financement (BB2). En outre, des systèmes de suivi (BB3) peuvent être développés pour intégrer ces considérations (par exemple, l'étiquetage vert) et des mécanismes de coordination appropriés (BB4) mis en place pour intégrer les priorités transversales à tous les niveaux. L'implication des ministères responsables de ces priorités et la mise en place de groupes de travail inclusifs pour chaque domaine thématique dans le cadre des dispositions de gouvernance de l'INFF sont des éléments clés du processus. La méthodologie INFF fournit également des exemples de la manière dont ces priorités peuvent être intégrées dans les choix de politique de financement ([voir la section 4.3 du bloc de construction 2](#)).

7. Quels sont les coûts d'opérationnalisation d'un INFF ?

- L'opérationnalisation d'un INFF nécessite des ressources et un engagement de la part du gouvernement. Les besoins spécifiques en ressources dépendront de la portée souhaitée de l'INFF, ainsi que de la situation de base du pays. Le cadrage effectué lors de la phase de lancement peut donner une idée des étapes nécessaires, qui peut servir de base à la budgétisation par le gouvernement. Elle peut également servir à identifier les évaluations et diagnostics supplémentaires à entreprendre, y compris ceux dont le coût pourrait être couvert par les partenaires du développement. La phase d'évaluation et de diagnostic, ainsi que le processus d'articulation d'une stratégie de financement, peuvent également contribuer à mettre en évidence d'autres domaines où le soutien des partenaires de développement peut être nécessaire. Actuellement, les agences des Nations Unies soutiennent les processus INFF dans plus de 70 pays.

8. Est-il possible d'élaborer un INFF sans entreprendre une évaluation du financement du développement (DFA) ?

- Oui, la méthodologie sur la [phase de démarrage](#) fournit une vue d'ensemble des étapes clés nécessaires pour commencer le processus ; un outil spécifique n'est pas nécessairement requis. Cependant, le [DFA](#) est un outil utile pour évaluer et établir un consensus entre toutes les parties prenantes sur les questions clés qui doivent être prises en compte, tout en s'appuyant sur les conclusions et les recommandations d'autres processus qui se déroulent en parallèle pendant la phase de démarrage.

Annexe 2 : Programme

ATELIER REGIONAL SUR LES CADRES NATIONAUX DE FINANCEMENT INTÉGRÉS EN AFRIQUE

Date 24-26 août 2021
Lieu En ligne (Zoom)

Heure d'Addis Abeba (UTC+3) 14h00 - 17h00

Langue La réunion s'est déroulée en anglais.
 Interprétations disponibles :
 Anglais <> Français
 Anglais <> Portugais
 Anglais <> Arabe

Mardi, 24 août	
15 minutes avant l'ouverture de l'atelier	Vérification de la connexion/connexion à la plate-forme
14h00 à 14h20.	<p>Ouverture de l'atelier par les organisations partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Sharon Spiegel, Chef du Service de l'analyse des politiques et du développement, Bureau du financement du développement durable, UNDESA • M. Joseph Atta-Mensah, OCI, Division Macroéconomique et Gouvernance, UNECA • Mme Ayodele Odusola, Responsable du Hub African du Secteur Financier, PNUD • M. Einar Bjorgo, Directeur, Division pour l'analyse des satellites et la recherche appliquée, UNITAR <p>Modérateur : M. Allan Mukungu, CEA</p>
14 h 20-15 h 00.	<p>Une vue d'ensemble des :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cadres de financement nationaux intégrés et projet de la tranche 13 du compte de développement en Afrique • Le paysage des cadres nationaux de financement intégrés en Afrique • Évaluation avant l'atelier <p>Modérateur : Mme Elena Proden, UNITAR Présentateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Natalia Aristizabal Mora, UNDESA • Mme Farzana Sharmin, UNECA • Mme Orria Goni, Hub African du Secteur Financier du PNUD
15 h à 17 h.	Un aperçu de la boîte à outils de la CEA pour la planification et les rapports intégrés

	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif et conception de la boîte à outils • Principales fonctionnalités de la boîte à outils • Expériences des pays et principaux enseignements tirés • Lier la boîte à outils aux cadres de financement nationaux intégrés • Session de questions-réponses <p>Modérateur : M. Allan Mukungu, UNECA Présentateur : M. Tadele Ferede, UNECA</p>
Mercredi, 25 août	
14 h à 15 h 30.	<p>Cadres de financement nationaux intégrés en Afrique : une méthodologie d'évaluation et de diagnostic</p> <ul style="list-style-type: none"> • Introduction à la méthodologie (15 mins) • L'expérience de quatre pays qui ont mené une évaluation dans la phase de lancement du cadre et les principaux enseignements tirés (10 minutes chacun) • Session de questions-réponses (5 minutes) • Activité de groupe (25 minutes) <p>Modérateur : Mme Sharon Spiegel, UNDESA Présentateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Sharon Spiegel, UNDESA • Représentants du Gabon • Représentants de la Tanzanie
15 h 30 à 17 h.	<p>Cadres de financement nationaux intégrés : conception et mise en œuvre de stratégies de financement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une méthodologie pour concevoir des stratégies de financement (15 minutes) • L'expérience de quatre pays qui ont formulé une stratégie de financement et les principaux enseignements tirés (10 min chacun) • Session de questions-réponses (5 minutes) • Activité de groupe (25 minutes) <p>Modérateur : Mme Orria Goni, Hub African du Secteur Financier du PNUD Présentateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Yanis Konstantin Kuehn-Von Burgsdorff, UNDESA • Représentant du Ghana, • Représentants du Nigeria
Jeudi, 26 août	
14 h à 15 h 30.	<p>Cadres de financement nationaux intégrés : le mécanisme de suivi, d'examen et de responsabilisation</p>



	<ul style="list-style-type: none"> • Aperçu du mécanisme de suivi, d'examen et de responsabilisation (15 minutes) • L'expérience de quatre pays qui ont utilisé le mécanisme et les principaux enseignements tirés (10 minutes chacun) • Session de questions-réponses (5 minutes) • Activité de groupe (25 minutes) <p>Modérateur : Mme Elena Proden, UNITAR Présentateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Elena Klare, UNDESA • Des représentants du Malawi • Représentants de l'Ouganda.
<p>15 h 30 à 17 h.</p>	<p>Cadres de financement nationaux intégrés : conception et mise en œuvre de dispositifs de gouvernance et de coordination</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aperçu des dispositions de gouvernance et de coordination (15 min) • L'expérience de quatre pays qui ont mis en place des dispositifs de gouvernance et de coordination et les principaux enseignements tirés (10 minutes chacun) • Session de questions-réponses (5 minutes) • Activité de groupe (25 minutes) <p>Modérateur : Mme Farzana Sharmin, UNECA Présentateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Cecilia Caio, UNDESA • Représentant du Cabo Verde, • Représentants de la Sierra Leone
<p>17 h à 17 h 30.</p>	<p>Séance de clôture</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation post-atelier et sondage sur les réactions (10 minutes) • La voie à suivre pour les pays africains (10 minutes), Mme Orria Goni, PNUD • Remarques de clôture par les organisations partenaires (10 mins)



Annexe 3 : Résumé de l'évaluation de la formation

👤 Profil des participants



👜 Pertinence



L'information était nouvelle



Le contenu est pertinent pour mon travail

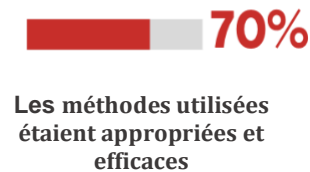


L'information est susceptible d'être utilisée dans le cadre de mon travail.

⚙️ Efficacité

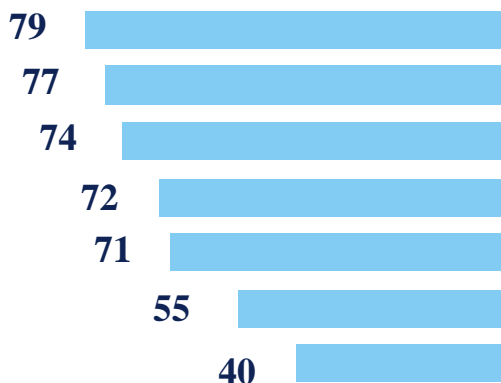


Ont atteint les objectifs d'apprentissage de la réunion



Ont connu une augmentation de leurs connaissances, de leurs compétences et de leur attitude par rapport aux INFF.

★ Efficience et qualité



Le zoom a répondu aux besoins de la réunion

Satisfait de la qualité audio-visuelle de la réunion

Le contenu fourni était de haute qualité, concis et clair

Satisfait des dispositions administratives et logistiques de la formation

Les présentations ont permis d'atteindre les objectifs d'apprentissage

Les activités collectives et individuelles étaient efficaces

Le temps alloué était suffisant

Annexe 4 : Participants

Liste des participants à l'atelier régional de formation sur les cadres de financement nationaux intégrés en Afrique 24-26 août 2021

États membres de l'UNECA

Angola

- M. Augusto De Jesus Alves Ferreira, Banque nationale d'Angola, Angola
- M. Pedro Tombwele, ministère de l'économie et de la planification, Angola
- M. Sebastião Tuma, Banco Nacional de Angola, Angola
- Mme Ana Junior, Banque nationale d'Angola, Angola
- Mme Júlia Barros, Ministère des finances, Angola
- Mme Lusa Sebastiao, Ministère des finances, Angola
- Mme Lweje Jardim, Banque nationale d'Angola, Angola
- Mme Teresa Castro, Ministère des finances, Angola

Bénin

- Mme Emile Gagnon, DGCS-ODD, Bénin
- Mme Magloire Augustin Aguessy, DGCS-ODD, Bénin
- Mme Victorien Ede, Ministère de l'économie et des finances, Bénin

Botswana

- M. Duncan Madiabaso, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.
- M. Edwin Itshekeng, Ministère des finances et du développement économique, Botswana
- M. Ephraim Kentse, Service des recettes unifiées du Botswana, Botswana
- M. Ignatius Oarabile, ministère des finances et du développement économique, Botswana
- M. Kabelo Tsiang, ministère des finances et du développement économique, Botswana
- M. Khonye Takongwa Samson, gouvernement du Botswana - Ministère de la nationalité, de l'immigration et des affaires féminines, Botswana.
- M. Moemedi Bosupeng, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana
- M. Neo Lepokane, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana
- M. Ogotseng Phatshwane, ministère des finances et du développement économique, Botswana
- M. Olebogeng P. Thabang Morebodi, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.
- M. Onthusitse Molosiwa, ministère des finances et du développement économique, Botswana
- M. Onthusitse Molosiwa, ministère des finances et du développement économique, Botswana
- M. Patrick Seitiso, Ministère des finances et du développement économique, Botswana

- M. Peter Boi, ministère des finances et du développement économique, Botswana
- M. Richmond Boemo Mpolokeng, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana
- M. Thato Koogotsitse, ministère des finances et du développement économique, Botswana
- M. Thato Tsetse, ministère de la Santé et du Bien-être, Botswana
- M. Topo Kabo Basaako, ministère des finances et du développement économique, Botswana
- M. Tshepo Tsimako, Ministère des finances et du développement économique, Botswana
- Mme Amogelang Ramakgaritlha, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.
- Mme Boingotlo Tirelo, ministère de la Santé et du Bien-être, Botswana
- Mme Boitumelo Sendy Gofhamodimo, ministère des Finances et du Développement économique, Botswana
- Mme Boitumelo Sendy Gofhamodimo, ministère des Finances et du Développement économique, Botswana
- Mme Cherry Keikantseng Kabelo, ministère des finances et du développement économique, Botswana
- Mme Chigedze Chinyepi, Gender Links Botswana, Botswana
- Mme Gorata Mighty Ntshwabi, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana
- Mme Keikantseone Gaowelwe, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.
- Mme Kererilwe Ratsie, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.
- Mme Lesego Molapisi, Institut d'analyse des politiques de développement du Botswana, Botswana
- Mme Malebogo Bakwena, Université du Botswana, Botswana
- Mme Margaret Mabjeng, Ministère des finances et du développement économique, Botswana
- Mme Matshidiso Thathana, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.
- Mme Naledi Modise, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.
- Mme Nametso Malema, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.
- Mme Onneile Gababotse, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.
- Mme Otisitswe Tawana-Madziba, ministère des finances, Botswana
- Mme Peoyame Loungo Tladi, ministère de la Nationalité, de l'Immigration et des Affaires féminines, Botswana.

- Mme Puni Mafhoko, Ministère des finances et du développement économique, Botswana
- Mme Tebatso Lesego Chalashika, ministère des finances et du développement économique, Botswana.

Burkina Faso

- M. Albert Kabore, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Direction Générale du Budget, Burkina Faso
- M. Anselme Some, CENTIF, Burkina Faso
- M. Boukary Ouedraogo, Université Thomas SANKARA, Burkina Faso
- M. Boureima Sawadogo, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
- M. Boureima Tao, Direction Générale de la Coopération/Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Burkina Faso
- M. Emmanuel Savadogo, Direction générale de l'économie et de la planification, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
- M. Erdjouman Sanou , CAPES/Président du FASO, Burkina Faso
- M. Eric Bourgou, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Direction générale de la coopération, Burkina Faso
- M. Isaac Fresnel Wendkouni Kabre, Direction Générale du Budget, Burkina Faso
- M. Issiaka Sombie, Université Thomas Sankara, Burkina Faso
- M. Jean Gabriel Tougma, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Burkina Faso
- M. Jean Marie Kébré, Directeur Général de la Coopération, Ministère de l'économie, des finances et du développement, Burkina Faso
- M. Kiswendssida Yameogo, CNPE, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement , Direction Générale de l'Economie et de la Planification, Burkina Faso
- M. Larba Issa Kobyagda, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement,
- M. Ludovic André Nabolle, Direction générale de l'économie et de la planification, Burkina Faso
- M. Mahamadou Bokoum, Direction générale de l'Économie et de la planification du Burkina Faso, Burkina Faso
- M. Martin Zoungrana, Direction Générale de la Coopération, Burkina Faso
- M. Moussa Sigué, Université Thomas SANKARA (UTS), Burkina Faso
- M. Tapsoba Marak, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Direction Générale de l'Economie et de la Planification
- M. Yahaya Ouedraogo, Direction Générale de la Coopération, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Burkina Faso

- M. Zinéssida Ouedraogo, Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP)/Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Burkina Faso
- Mme Mady Zango, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Burkina Faso
- Mme Mariam Sory Traore, Ministère de l'économie, des finances et du développement, Burkina Faso

Burundi

- M. Joseph Nzambimana, OMS, Burundi
- M. Modeste Ndayisenga, ISTEERU, Burundi
- M. Renovat Bigirimana, Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique, Burundi
- M. Samuel Nshimirimana, Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique, Burundi
- M. Térencia Ntabangana, Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique, Burundi
- Mme Maisha Simbigura, Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique, Burundi
- Mme Minani Pierre, MSPLS, Burundi
- Mme Mireille Irakoze, Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique, Burundi

Cabo Verde

- M. Joao Barros, CCAD, Cabo Verde
- M. Joayrton Barbosa, Banco de Cabo Verde, Cabo Verde
- M. José Carlos Mendonça, Ministère des affaires étrangères, Cabo Verde
- M. Jose Martins, Cabo Verde Trade Invest, Cabo Verde
- M. Manuel Lima, Bolsa de Valores de Cabo Verde, Cabo Verde
- M. Maurino Évora, Ministério da Família, Inclusão e Desenvolvimento Social, Cabo Verde
- Mme Albertina Rocha Costa, Ministère des Finances, Cabo Verde
- Mme Dulce Fernandes, Ministerio dos Negocios Estrangeiros, Cooperacao e Integracao Regional, Cabo Verde
- Mme Iolanda Brites, Diretion Generale des Ressources Marines, Cabo Verde
- Mme Jucelinda Neves, CCAD - MS, Cabo Verde
- Mme Marcia Teixeira, Bolsa de Valores de Cabo Verde, Cabo Verde
- Mme Winnie Martins, Ministério do Mar, Cabo Verde



Cameroun

- M. Eugene Nyuydine Ngalim, Forum de la jeunesse et des étudiants pour la paix au Cameroun, Cameroun
- M. Hamadou Saïdou, Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Cameroun
- M. Pierre Joubert Nguetse, Ministère de l'Economie et de la Planification, Cameroun
- M. Serge Fotso Simo, Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'aménagement du Territoire, Cameroun
- M. Serge Lonang, GICAM, Cameroun
- M. Tcharbuhbokengo Nfinn, Fédération de la diversité environnementale et écologique pour la relance de l'agriculture et les droits de l'homme, Cameroun
- M. Uilrich Inespéré Waffo, ONUFEMMES, Cameroun
- M. Zebaze Désiré, Réseau Camerounais des Organisations des Droits de l'Homme / Cameroon Network of Human Rights Organisations, Cameroun
- Mme Lydie Chantal Ella Meye Nkoum Essissima, Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Cameroun

République centrafricaine

- M. Enock Roger Oueama, Ministère des Finances et du Budget, République Centrafricaine
- M. Jean Gualbert Saganza, Ministère des finances et du budget (CS-REF), République Centrafricaine

Chad

- M. Acheikh Oumar Halou, Ministre de l'économie et de la planification, Tchad
- M. Aigongue Djinguebaye, Ministère des Finances et du Budget, Tchad
- M. Ali Senoussi, Ministère de la santé publique et de la solidarité nationale, Tchad
- M. Simon Yannick Ekobena, RCS, Tchad
- Mme Narassem Mbaïdoum, Ministère de la Santé publique et de la Solidarité Nationale, Tchad
- Mme Yoyammel Martine, OMS, Tchad

Comores

- M. Abdel Kamal Mouzaouira, AGID, Comores
- M. Abdou Katibou, SNU, France
- M. Abdou Mdahoma Rafiou, Trésor, Comores
- M. Abdoulanziz Idjabou, ANPI, Comores
- M. Abdoulhalim Mohamed Nafion, Chambre de commerce de Mohéli, Comores
- M. Ahmed Mlindasse Faouzia, Douane Comorienne, Comores
- M. Al Hadi Hirdani Baco, ANPI, Comores
- M. Al Hadi Hirdani Baco, ANPI, Comores

- M. Ali Islam Fahardine, Université des Comores, Comores
- M. Ben Alioïou Anzaouir , RCS, Comores
- M. Farouk Oumouri, Commissariat Général au Plan, Comores
- M. Fayal Mohamed, ANPI COMORES,
- M. Hamidou Soilihi Youssoufa, CGP, Comores
- M. Herman Kakule Mukululuku, Ministère du Plan, France
- M. Housseine Ahmed Soilihi, Direction Générale de l'Economie et du Commerce, Comores
- M. Ismael Makthalina, Assemblée de l'Union, Comores
- M. Mohamed Abdou Ali, ANPI, Comores
- M. Mohamed Abdoul El Karim, Ministère de l'Economie, Comores
- M. Mohamed Boina, Trésor, Comores
- M. Moissuli Mohamed Aziri, Ministère de l'Economie, Comores
- M. Oumouri Mohamed, AGID, Comores
- M. Said Aboucar Chanfi, CGP, Comores
- M. Said Ahmed Zaki, Douane Comorienne, Comores
- M. Youssouf Salim, CCIA ANJOUAN, Comores
- M. Zainoudine Ahamada, Direction Générale de l'économie, Comores
- Mme Halifa Aoussiddine, Banque Centrale des Comores, Comores
- Mme Moinadjoumoi Moilimou, Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Ngazidja, Comores
- Mme Naida Charif, Ministère de l'Economie, Comores
- Mme Soula El-Had, Douane Comorienne, Comores
- Mme Zarna Ali Bacar, Commissariat Général au Plan, Comores

Congo

- M. Anderson Prince Kounga, Ministre du Plan, Congo
- M. Aymeric Misoni, Ministre du Plan, Congo
- M. Aymeric Misoni, Ministère du Plan, Congo
- M. Cédric Bokamba Yangouma, Ministère de l'économie, du plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Congo
- M. Christian-Mathilde Luyela, Ministère du Plan, Congo
- M. François Kabuya Kalala, Université de Kinshasa, Congo
- M. Gerard Tuipatshile, Ministre du Plan, Congo
- M. Jean-Pierre Bokeli Eale, Ministère du Plan, Congo
- M. Joel Munkeni, Ministère du Plan, Congo
- M. Modeste Kakanda, Observatoire Congolais du Développement Durable, Congo
- M. Otion Ludovic , Direction générale du plan et du développement, Congo



- M. Randy Aymard Kamba, Ministère de l'Économie et du plan, Congo
- Mme Amzy Gnalabeka Perdy, Institut National de la Statistique, Congo
- Mme Barbara Kobler, DCO, Congo
- Mme Dieudonne Essimbo Manu, Ministre du Plan, Congo
- Mme Magloire Ntomono, Ministère des Finances, Congo
- Mme Malie Paul, Ministre des Finances, Congo
- Mme Suzanne Somboko, Ministère de l'Économie, du Plan, Congo
- Mme Yoka, Ministère des finances, du budget et du portefeuille public, Congo

Djibouti

- M. Abdoukader Garad, Gouvernement, Djibouti
- M. Abdourahman Soubaneh, Ministère de la Santé, Djibouti
- M. Absan Mohamed, Ministère de la Communication chargé des Postes et des Télécommunications, Djibouti
- M. Ali Barreh, Ministère de l'Énergie, Djibouti
- M. Mohamed Meraneh Ali, Ministère de l'Education, Djibouti
- Mme Fardouza Ahmed Ali, Ministère Délégué Chargé de la Décentralisation, Djibouti
- Mme Kadiga Kamil Houmed, Ministère Délégué Chargé de la Décentralisation, Djibouti

Égypte

- M. Ahmed Salama, Ministère de la coopération internationale, Egypte
- M. Anwar Nasr, Banque centrale d'Égypte, Égypte
- M. Ayman Mohamed, Banque centrale d'Égypte, Égypte
- M. Bassem Sami, Ministère de la coopération internationale, Egypte
- M. Hagar Aladdin, ministère de la main-d'œuvre, Égypte
- M. Mervat Sabrin, Ministère de la solidarité sociale-Égypte, Égypte
- M. Moheb Victor, CAPMAS, Égypte
- M. Shady Rashed, Ministère de la coopération internationale, Egypte
- Mme Amal Abdo, Banque centrale d'Égypte, Égypte
- Mme Amira`Mahmoud Taha, Ministère de la coopération internationale, Egypte
- Mme Aya El Ashi, Banque centrale d'Égypte, Égypte
- Mme Aya Gabr, OIT, Egypte
- Mme Aya Nawwar, Ministère de la planification et du développement économique, Egypte
- Mme Cynthia Gabra, ministère de la Coopération internationale, Égypte
- Mme Doaa Oraby, Ministère de la coopération internationale, Egypte
- Mme Fatma Mosaad, MOSS, Égypte
- Mme Hama Mansour, Ministère de l'éducation et de l'enseignement technique, Egypte
- Mme Hania El Bashary, Banque centrale d'Égypte, Égypte

- Mme Heba Emam, Banque centrale d'Égypte, Égypte
- Mme Ingy Eltawdy, Banque centrale d'Égypte, Égypte
- Mme Lauraine Habib, Ministère de la planification et du développement économique, Egypte
- Mme Mona Fayed, Ministère de la planification et du développement économique, Egypte
- Mme Nora Amer, Banque centrale d'Égypte, Égypte
- Mme Reem Elsybaey, CAPMAS, Égypte
- Mme Sara Azab, Banque centrale d'Égypte, Égypte
- Mme Shaimaa Mahmoud, ministère de la main-d'œuvre, Égypte
- Mme Shaymaa Naeem, Conseil national des femmes, Égypte
- Mme Shireen Fahmy, Banque centrale d'Égypte, Égypte
- Mme Yasmina Lashin, Ministère de la solidarité sociale, Egypte
- Mme Yasmine Abbas, Banque centrale d'Égypte, Égypte

Eswatini

- M. Mcebo Zikalala, Ministre de la planification économique et du développement, Eswatini
- M. Mvuselelo Dlamini, Ministère de la planification économique et du développement, Eswatini
- M. Ncamiso Ngcamphalala, Ministère de la planification économique et du développement - Section de coordination et de gestion de l'aide, Eswatini
- M. Thandazani Sibiyi, Ministère de la planification économique et du développement, Eswatini
- M. Thokozani Sifakazelo Sibiyi , ministère de la planification économique et du développement, Eswatini
- Mme Kate Mamba, Ministère des Finances, Eswatini
- Mme Khanyisile Dlamini-Dube, Ministère des finances, Eswatini
- Mme Nonhlanhla Shongwe, Ministère de la planification économique et du développement, Eswatini
- Mme Phindile Masango, ministère de la planification économique et du développement, Eswatini
- Mme Sbongile Dube, Ministère de la planification économique et du développement, Eswatini

Éthiopie

- M. Bazezew Aschenke, Commission de planification et de développement, Éthiopie
- M. Engida Abebe, PDC, Éthiopie
- M. Habitamu Tonche, Commission de planification et de développement, Éthiopie
- M. Habtamu Takele, Commission nationale de planification, Ethiopie
- M. Mohammed Abas, Commission de planification et de développement, Éthiopie
- M. Wakeyo Abate Mitiku, Banque nationale d'Éthiopie, Éthiopie
- M. Yishak Delaw, Commission de planification et de développement, Éthiopie
- Mme Yayesh Kebede, Commission de planification et de développement, Éthiopie

Gabon

- M. Agnan Pierre Mintsas Mi Nzue, Primature, Gabon
- M. Cedrigue Minko-Bitougat, Direction Générale de la Prospective, Gabon
- M. Jean Bosco Nzembi, Ministère du Budget, Gabon
- M. Joseph Paul Ibouili Maganga, Ministère de l'Economie et de la Relance, Gabon
- M. Mani Ontisia, Direction Générale Prospective, Gabon
- M. Yves Sylvain Moussavou, Conseil national du Plan d'Accélération de la Transformation, Gabon
- Mme Alvina Owono Essono, Conseil National Climat, Gabon
- Mme Anaëlle, Raoumbé Djendja, Conseil National Climat, Gabon

Gambie

- M. Alagie Fadera, ministère des finances et des affaires économiques, Gambie
- M. Alfusainey Jabbi, Ministère des finances et des affaires économiques, Gambie
- M. Basiru Secka, Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi, Gambie
- M. Ebrima Darboe, ministère des finances, Gambie
- M. Momodou Foon, Umu Yatama Global Consultants, Gambie
- M. Momodou Lamin Trawally, GIEPA, Gambie
- M. Momodou Lamin Trawally, GIEPA, Gambie
- M. Omar Badjie, Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi, Gambie
- M. Rene Anthony Gomez, Ministère des finances et des affaires économiques, Gambie
- M. Samba Sowe, ministère des finances et des affaires économiques, Gambie
- M. Seedy Bittaye, Agence gambienne de promotion des investissements et des exportations, Gambie
- M. Yankuba Dibba, Agence gambienne de promotion des investissements et des exportations, Gambie
- Mme Amie Kolleh Jeng, Ministère des finances et des affaires économiques, Gambie
- Mme Fatou Touray, Banque centrale de Gambie, Gambie

Ghana

- M. Charles Konglo, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- M. Collins Kabuga, Ministère des finances, Ghana
- M. Daniel Amofa, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- M. Dennis Apreku, Ministère des finances, Ghana
- M. Edward Bruce-Lyle, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- M. Eric Agyei, Commission nationale de planification du développement, Ghana

- M. Michael Acheampong, Centre de promotion des investissements du Ghana, Ghana
- M. Michael Kissi, Boateng, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- M. Michael Kusi Appiah, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- M. Richard Osei Bofah, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- M. Richard Tweneboah-Kodua, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- M. Seidu Abu, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- M. Wilfred Sam-Awortwi, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- M. William Asare Dokyi, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- Mme Eugenia Okyere, Ghana Investment Promotion Centre, Ghana
- Mme Lily Owusu, Commission nationale de planification du développement, Ghana
- Mme Nana Kwame Fosu, Ghana Investment Promotion Centre, Ghana
- Mme Nana Yaw Yankah, Ministère des finances, Ghana
- Mme Naomi Addo, Ministère du gouvernement local, de la décentralisation et du développement rural, Ghana.
- Mme Vera Baffoe, Commission nationale de planification du développement, Ghana

Guinée

- M. Abdoul Aziz Diallo, Ministère de l'Économie et des Finances, Guinée
- M. Aboubacar Abdoulaye, Direction Nationale du plan et de la Prospective du Ministère du Plan et du Développement Economique, Guinée
- M. Mamadou Dramé, Ministère de la coopération et de l'Intégration Africaine, Guinée
- M. Ousmane Bodié Barry, Ministère du Commerce, Guinée
- Mme Aminata Billy Keitam, MPDE, Guinée
- Mme Dalanda Telly Drame, MPDE, Guinée
- Mme Kovana Marcel Loua, UGANC Guinee, Guinée

Guinée-Bissau

- M. Seco Duarte Nhaga, RENAJ, Guinée-Bissau
- Mme Elisa Maria Tavares Pinto, Rede Paz e Segurança para as Mulheres no Espaço da CEDEAO Antena Guiné Bissau, Guinée-Bissau

Kenya

- M. Abraham Rugo Muriu, International Budget Partnership Kenya, Kenya
- M. Abraham Rugo Muriu, International Budget Partnership Kenya, Kenya
- M. Kenrick Ayot, Trésorerie nationale, Kenya
- M. Michael Kahiti, Trésorerie nationale, Kenya
- M. Wesley Too, Trésorerie nationale, Kenya
- Mme Caroline Mweni, Trésorerie nationale, Kenya

- Mme Monica Asuna, Trésorerie nationale, Kenya
- Mme Pinky Zala, Trésorerie nationale, Kenya
- Mme Wanjiru Gikonyo, TISA, Kenya

Lesotho

- M. Anthony Mothae Maruping, Autorité nationale des réformes du Lesotho, Lesotho
- M. Jaase Ntsiuoa, Ministère de la planification du développement, Lesotho
- M. Joel Moleme, Autorité nationale des réformes, Lesotho
- M. Makhala Molejane, Ministère des finances, Lesotho
- M. Maleshoane Lekomola-Danziger, ministère des finances, Lesotho
- M. Motai Ramokoini, Ministère de la planification du développement, Lesotho
- M. Motebang Mokitimi, Gouvernement du Lesotho, Lesotho
- M. Pheko Mashoai, ministère du Genre, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, Lesotho
- M. Reentseng Semethe, gouvernement , Lesotho
- M. Thabo Qhesi, Fondation du secteur privé du Lesotho, Lesotho
- Mme Boloetse Makha, PSFL, Lesotho
- Mme Itumeleng Morokole, Ministère de la planification du développement, Lesotho
- Mme Libako Leisanyane, Ministère des finances, Lesotho
- Mme Maelene Lebusa-Ntepe, Ministère de la planification du développement, Lesotho
- Mme Mahlompho Chaotsane, ministère de la Planification du développement, Lesotho
- Mme Mannete Seoli, Ministère de la planification du développement, Lesotho
- Mme Marumo Mamotheo, Bureau du Premier ministre, Lesotho
- Mme Masibongile Phangoa, Ministère des finances, Lesotho
- Mme Moretlo Ranyali, Ministère de la planification du développement, Lesotho
- Mme Nyefolo Seboka, Bureau des statistiques, Lesotho
- Mme Puseletso Khobotlo, Fondation du secteur privé du Lesotho, Lesotho

Liberia

- Mme Decontee King-Sackie, Autorité fiscale du Liberia, Liberia

Libye

- M. Mohamed Lamin, MoP, Libye
- Mme Nadia Jaouda, ministre de l'économie, Libye

Madagascar

- M. Adrien Drouot Ranaivoarison, STPCA/PRIMATURE, Madagascar
- M. Drakoto Deme, Ministère de l'économie et des finances, Madagascar

- M. Eliezer Rabendrainy, STPCA/PRIMATURE, Madagascar
- M. Rado Razafindrakoto, Fonds de Développement Local, Madagascar
- M. Roger Mevazara Mahazoasy, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Madagascar
- M. Tojonirina Rakotomalala, Fonds de Développement Local, Madagascar
- Mme Andria Razakandrema, Ministère des Affaires Étrangères de la République de Madagascar, Madagascar
- Mme Andrianina Razafy, STPCA/PRIMATURE, Madagascar
- Mme Cyrielle Rosange Vavihaga, Ministère des Affaires Étrangères de Madagascar, Madagascar
- Mme Estelle Andriamasy, Conseil National des Femmes de Madagascar, Madagascar
- Mme Evelyn Bee Georgial, Direction Générale de l'Economie et du Plan, Madagascar
- Mme Jean Rufin Andriaherizo, STPCA/PRIMATURE, Madagascar
- Mme Lisiniaina Razafindrakoto, Conseil de développement économique de Madagascar, Madagascar
- Mme Mbolatiana Razakatsara, Conseil de développement économique de Madagascar, Madagascar
- Mme Nadette France Soloarivony, Secrétariat Technique Permanent pour la Coordination de l'Aide, Madagascar
- Mme Natacha Randriamialinoro, EDBM, Madagascar
- Mme Nirina Andriamparany, Conseil de développement économique de Madagascar, Madagascar
- Mme Priscilla Manoel, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Madagascar
- Mme Romy Andrianarisoa, Groupement des entreprises de Madagascar, Madagascar

Malawi

- M. Charles Jumbe Lilongwe, Université de l'agriculture et des ressources naturelles, Malawi
- M. Charlie Msusa, Commission de partenariat public-privé, Malawi
- M. Mwai Gidala, Ministère de la planification économique, du développement et des réformes du secteur public, Malawi.
- M. Nations Sungambuto Msowoya, Ministère des Finances, Malawi
- M. Stevier Kaiyatsa, Gouvernement du Malawi, Malawi
- M. Stonard Everson, EP&D, Malawi
- M. Voice Mhone, Conseil des ONG du Malawi, Malawi
- Mme Chinsinsi Phiri, Ministère des finances, Malawi
- Mme Grace Kumchulesi, Commission nationale de planification, Malawi

Mauritanie

- M. Mohamed Fadel Ball, Ministère de l'Economie, Mauritanie

Maurice

- M. Leeshvee Munnohur, ministère des Finances, de la Planification économique et du Développement, Maurice

Mozambique

- M. Elisio Nhantumbo, ministère de l'Économie et des Finances, Mozambique
- M. Fernando Ngoca, ministère de l'économie et des finances, Mozambique
- M. Ivan Afonso, Banco de Moçambique, Mozambique
- M. Juscelino Pedro Manjate, ministère de l'économie et des finances, Mozambique
- M. Orlando Mazive, Ministerio da Economia e Financas, Mozambique
- M. Sérgio Hele, Ministère de l'économie et des finances, Mozambique
- Mme Isabel Paulino, ministère de l'économie et des finances, Mozambique
- Mme Rosário Rafael Betho, ministère de l'économie et des finances, Mozambique
- Mme Salla Himberg, RCO, Mozambique

Namibie

- M. Albius Mwiya, Ministère du travail, Namibie
- M. Festus Nghifewa, Ministère des finances, Namibie
- M. Habani Munyungano, Commission nationale de planification, Namibie
- M. Isak Neema, Agence statistique de Namibie, Namibie
- M. Jacob Nyambe, Université de Namibie, Namibie
- M. Jacob Nyamadzawo, Organisation internationale, Namibie
- M. Jeremia Nghiwanwa, Chambre de commerce de Namibie, Namibie
- M. Kevi Xarages, NAMRA, Namibie
- M. Lameck Odada, NUST, Namibie
- M. Mukela Mabakeng, Banque de Namibie, Namibie
- M. Sylvester Mbangu, Commission nationale de planification, Namibie
- M. Tafirenyika Sunde, NUST, Namibie
- Mme Ericah Shafudah, PAM, Namibie
- Mme Hileni Shilongo, Commission nationale de planification, Namibie
- Mme Pauline Chigumbu, Agence statistique de Namibie, Namibie
- Mme Saara Kashaka, Banque de Namibie, Namibie
- Mme Salmi Kasita, Agence fiscale de Namibie, Namibie

Niger

- M. Assouman Mainassara, Ministère du Plan, Niger
- M. Ibrahim Issoufou Ibrahim, Ministère du Plan, Niger

Nigeria

- Mme Aisha Augie, ministère des finances, Nigeria
- Mme Mariam Lawal, ministère des finances, Nigeria
- Mme Nabila Aguele, ministère des Finances, du Budget et de la Planification nationale, Nigeria
- Mme Rose Keffas, Ossap/SDGs, Nigeria
- Mme Sauda Mukhtar, ministère des finances, Nigeria

Rwanda

- M. Elvis Cyubahiro, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- M. Emmanuel Muhumuza, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- M. Emmanuel Nyirimana, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- M. Erneste Sinayobye, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- M. Frank Rutehenda, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- M. Harerimana Bernard, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- M. Innocent Mugabe, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- M. Jimm Rangira, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- M. Stuart Kyazze, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- M. Stuart Kyazze, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- Mme Beatrice Uwituzi, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda
- Mme Judith Nabaasa, Ministère des finances et de la planification économique, Rwanda

Sénégal

- M. Abdou Khadre Dieylani, LoCellule d'Appui aux Elus Locaux, Sénégal
- M. Elimane Thiam, UAEL, Sénégal
- M. Ibrahima Fall, Commission Nationale des Acteurs de la Société Civile pour la Politique Economique et Sociale, Sénégal
- M. Ibrahima Ndiaye, MEPC/DGPPE/UCSPE, Sénégal
- M. Ibrahima Sououleymane Mbengue, Bureau du Coordonnateur Résident, Sénégal
- M. Khalifa Ababacar Fall, PSONFED/ Ministre des Finances et du Budget, Sénégal
- M. Mamadou Cisse, IDEP, Sénégal
- M. Mamour Ngalane, Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement, Sénégal
- Mme Awa Maty Basse, Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques, Ministère de l'Economie du plan et de la Coopération, Sénégal
- Mme Mahi Amadou Deme, MEPC, Sénégal
- Mme Meïssa Ndour, Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, Sénégal
- Mme Seynaboum Niang, DGPPE, Sénégal

Seychelles

- M. Antoine Barbe, Ministère des finances, de la planification économique et du commerce, Seychelles
- M. Hervé Pool, ministère des affaires étrangères, Seychelles
- M. Patrick Course, ministère des finances, de la planification économique et du commerce, Seychelles
- M. Ryan Ahtave, Ministère des finances, de la planification économique et du commerce, Seychelles
- Mme Lenny Palit, Ministère des finances, de la planification économique et du commerce, Seychelles
- Mme Marion Etienne, Département des affaires étrangères, Seychelles
- Mme Sheena Saldanha, Ministère des finances, de la planification économique et du commerce, Seychelles

Sierra Leone

- M. Joseph Samah, Ministère de la planification et du développement économique, Sierra Leone
- M. Melvin Tarawalie, ministère de la planification et du développement économique, Sierra Leone
- M. Mohamed Salisu, ministère des finances, Sierra Leone
- M. Samuel Turay, Réseau des organisations de volontaires, Sierra Leone

Somalie

- M. Yonis Nur, Fondation Kaalmo, Somalie

Sud-Soudan

- M. Arop Nuoi Arop, Ministère des finances et de la planification, Sud-Soudan
- M. David Thiang, Bureau national des statistiques, Sud-Soudan
- M. John Awan, Ministère des finances et de la planification, Sud-Soudan
- M. John Awan, Ministère national des finances et de la planification, Sud-Soudan
- M. Melingasuk Loboka, Ministère des finances et de la planification, Sud-Soudan
- M. Moro Charles, Ministère des finances et de la planification, Sud-Soudan

Tanzanie

- M. Alex Mwakisu, Ministère des finances et de la planification, Tanzanie
- M. Ellykedo Ngonyani, économiste principal, ministère des finances et de la planification, Tanzanie
- M. Emmanuel Maliti, Agence suisse pour le développement et la coopération, Tanzanie
- M. Innocent Zilihona, IRDP, Tanzanie
- M. Jamal Msami, REPOA, Tanzanie
- Mme Devotha Lugendo, Ministère des finances et de la planification, Tanzanie
- Mme Herieth Lubinga, Ministère des finances et de la planification, Tanzanie
- Mme Jamila Seif, Commission de planification de Zanzibar, Tanzanie
- Mme Mukajungu Kamuzora, Ministère des finances et de la planification, Tanzanie

Togo

- M. Abdul-Fahd Fofana, Présidence de la République, Togo
- M. Ahose Gbemou Kofim Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, Togo
- M. Apely Kossi Ababio, Ministère de l'Economie et des Finances, Togo
- M. Kpowbié Tchasso Akaya, Ministère de l'Économie et des Finances, Togo
- M. Kwessi Fafadji Johnson, Ministère de la planification du développement et de la coopération au Togo, Togo
- Mme Alima Issifou, Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, Togo
- Mme Tchilalou Awesso, Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, Togo

Tunisie

- M. Belgacem Ayed, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'appui à l'Investissement, Tunisie
- Mme Ahlem Bouchiba, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'appui à l'Investissement, Tunisie
- Mme Rihab Ouerghemmi, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'appui à l'Investissement, Tunisie

Ouganda

- M. Adam Babale, Commission des finances du gouvernement local, Ouganda
- M. Anthony Namara, MoLG, Ouganda
- M. Charles Magumba, Ministère du gouvernement local, Ouganda
- M. Ismail Ahmad, Ministère du gouvernement local, Ouganda
- M. Ismail Kintu, Université de Makerere, Ouganda
- M. John Genda Walala, Ministère du gouvernement local, Ouganda
- M. Sufian Kabagambe, Autorité nationale de planification, Ouganda
- M. Yusuf Kiwala, Université de Makerere, Ouganda
- Mme Winnie Nabiddo, Autorité nationale de planification, Ouganda

Zambie

- M. Lee Chileshe, Gouvernement de la Zambie, Zambie
- M. Stanley Nkhuwa, Ministère de la planification du développement national, Zambie

Zimbabwe

- M. Gilbert Dzvuke, ministère des finances, Zimbabwe
- M. Shaahid Ismail Maziwisa, consultant, Zimbabwe
- M. Sylocious Chaturuka, ministère des finances et du développement économique, Zimbabwe
- Mme Edzai Lostance Chinakidzwa, Gouvernement, Zimbabwe
- Mme Efrone Nhanala, Banco de Moçambique, Zimbabwe



Autres entités

- M. Peter Middlebrook, Geopolicity Inc, Émirats arabes unis.
- M. Amba Tadaa, Geopolicity Inc, Royaume-Uni.

Organismes, institutions spécialisées et fonds des Nations unies

- M. Abdou Touray, PNUD, Gambie
- M. Abdoulaye Ouedraogo, PNUD, Burkina Faso
- M. Abdoulie Janneh, PNUD, Gambie
- M. Abdrahamane Coulibaly, PNUD, Mali
- M. Achraf El Bahi, ONU, Maroc
- M. Adam Habteab Sibhatu, PNUD, Érythrée
- M. Adama Traore, PNUD, Burkina Faso
- M. Adamson Andrianirina Rasolofo, PNUD, Madagascar
- M. Adolphus Chinomwe, OIT, Zimbabwe
- M. Ahmed Moustafa, PNUD, États-Unis
- M. Alex Warren Rodriguez, PNUD, Mozambique
- M. Alexis Ndayisaba, PNUD, Rwanda
- M. Alpha Balde, PNUD, Guinée
- M. Amadou Diallo, UNRCO, Guinée
- M. Amarakoon Bandara, PNUD, Nigeria
- M. Amon Manyama, PNUD, Tanzanie
- M. Anton Sharbin, PNUD, Egypte
- M. Antonio Pires, ONU - Cabo Verde, Cabo Verde
- M. Antonio Salazar, PNUD, France
- M. Anyang Mabior, PNUD, Sud-Soudan
- M. Artan Said, PNUD, Djibouti
- M. Attoumane Boina Issa, PNUD, Comores
- M. Benson Kimani, PNUD, Kenya
- Dr. Christopher Marc Lilyblad, PNUD, Cabo Verde
- M. Claude Kasonka, UNICEF, Zambie
- M. Cristian Mazzei, UNRCO, Nigeria
- M. Denis Mouzoun, PNUD, Bénin
- M. Edmundo Vaz, UNRCO, Guinée-Bissau
- M. El Allassane Baguia, PNUD, Togo
- M. Emanuel Paim, UNRCO, Angola

- M. Emmanuel Munyemana, UNICEF, Rwanda
- M. Emmanuel Nnko, PNUD, Tanzanie
- M. Eric Picard, PNUD, Afrique du Sud
- M. Ernest Bamou, PNUD, Niger
- M. Ernest Mutanga, DCO/RCS, Nigeria
- M. Fabio Losa, ONU, Madagascar
- M. Francis Andrianarison, PNUD, Bénin
- M. Francis Wasswa, PNUD, Ouganda
- M. Frederick Mugisha, PNUD, Ghana
- M. Gabriel Garang Atem, PNUD, États-Unis
- M. Gbassay Kargbo, UNRCO, États-Unis
- M. Gezehagn Eggi, UNECA, Ethiopie
- M. Habte Tewolde, PNUD, Érythrée
- M. Haile Kibret, PNUD, Éthiopie
- M. Hassane Yaradou, UNRCO, Sénégal
- M. Hédi Abdelkefi, UNRCO, Algérie
- M. Inácio Ie, PNUD, Guinée-Bissau
- M. Irfan Aleem, PNUD, Arabie saoudite
- M. Jack Jones Zulu, UNRCO, Érythrée
- M. James Wakiaga, PNUD, Érythrée
- M. Janeiro Avelino Janeiro, PNUD, Angola
- M. Joel Mundua, FENU, Ouganda
- M. Jose Antonio Pedrosa Garcia, ONU, Sud-Soudan
- M. Jose Felix, PNUD, Angola
- M. Joseph Ikoubou, PNUD, Congo
- M. Juan Carlos Vilanova Pardo, PNUD, Espagne
- M. Julius, Atulinde, UNFCCC RCC, Ouganda
- M. Kacou Pierre Konan, UNFPA, Burundi
- M. Kassim Dogawa, PNUD, Togo
- M. Kavazeua Katjomuise, UNOSAA, États-Unis
- M. Kelvin Tapiwa Mutambirwa, UNICEF, Malawi
- M. Kibreab Gebremichael, PNUD, Érythrée
- M. Kinley Penjor, UNICEF, Ghana
- M. Kodzo Nyuito, UE, Royaume-Uni
- M. Kordzo Sedegah, PNUD, Sud-Soudan
- M. Kwesi Asante, UNICEF, Ghana
- M. Léopold Kouandongui, UNRCO, République Centrafricaine

- M. Lorenzo Mancini, PNUD, Angola
- M. Magali Gay-Berthomieu, PNUD Algérie, Algérie
- M. Mahir Chekkoury, PNUD, Maroc
- M. Mamadou Sarifou Diao Diallo, PNUD, Guinée
- M. Manantsoa Andriatahina, PNUD, Madagascar
- M. Mavie Thwala, PNUD, États-Unis
- M. Mayank Jain, FENU, Inde
- M. Mehdi Bchir, PNUD, Tunisie
- M. Mewael Ghebrehiwot, PNUD, Érythrée
- M. Mihret Alemu, PNUD, Éthiopie
- M. Moctar Seydou, PNUD, Niger
- M. Mohamed Shyllon, PNUD, Sierra Leone
- M. MohamedAbba , PNUD, Guinée
- M. Monir Mouhidine, UNRCO, Comores
- M. Moustapha Ndiaye, UNRCO, Sénégal
- M. Mphucuko Mamba, UNRCO, Eswatini
- M. Msingathi Sipuka, UNRCO, Afrique du Sud
- M. Nadim Samna, PNUD, Arabie saoudite
- M. Nassim Balla, PNUD, Algérie
- M. Nolasque Ndikumana, UNICEF, Burundi
- M. Onesimus Muhwezi, PNUD, Eswatini
- M. Pascal Byarugaba, Secrétariat d'ONU Femmes/SDG, Ouganda
- M. Patrick Kamwendo, PNUD, Malawi
- M. Peter Aidoo, UNRCO, Ghana
- M. Pierre Fallavier, UNRCO, Seychelles
- M. Raif Mokretar Karroubi, UNRCO Algérie, Algérie
- M. Rethobogile Botebele, PNUD, Botswana
- M. Ricardo Godinho Gomes, PNUD, Cabo Verde
- M. Ricardo Gottschalk, ONU, Royaume-Uni
- M. Rogers Dhiwayo, PNUD, Kenya
- M. Russell Wildeman, UNICEF, Afrique du Sud
- M. Salim Youssouf, PNUD, Comores
- M. Salim Youssouf, PNUD, Comores
- M. Samuel Phiri, UNICEF, Zimbabwe
- M. Sandile Malambe, PNUD, États-Unis
- M. Santiago Goicoechea, ONU, Mozambique
- M. Sebastien Vauzelle, Nations Unies, Cabo Verde

- M. Serge Mboula, PNUD, Gabon
- M. Sergio Novas Tejero, ONU, Cabo Verde
- M. Shihao Han, PNUD, Afrique du Sud
- M. Simon Peter Nsereko, UNRCO, États-Unis
- M. Stanley Kamara, PNUD, Liberia
- M. Stephano Wieu, UNRCO Mme Sofia Nambahu, PNUD, États-Unis
- M. Steven Ursino, PNUD, Cabo Verde
- M. Sunday Denis Aliti, FENU, Ouganda
- M. Tahar Hichri, PAM, Tunisie
- M. Taib Diallo, PNUD, Burundi
- M. Theophilus Addey, PNUD, Sud-Soudan
- M. Tony Muhumuza, PNUD, Maurice
- M. Tupa-Omukumo Iyambo, PNUD, Namibie
- M. Ulrich Domteneang Nodje, PNUD, République centrafricaine
- M. Val Lecka, PNUD, Congo
- M. Vridaou Tao, UNRCO, Tchad
- M. Wakhile Mkhonza, UNRCO, Eswatini
- M. Weyinmi Omamuli, PNUD, Tanzanie
- M. Wilmot Reeves, PNUD, Malawi
- M. Younes Benmoumen, UNRCO, Maroc
- M. Zo Havana Rakotoarivelo, PNUD, Madagascar
- Mme Agnes Kitembo, ONU Femmes, États-Unis
- Mme Alexandra Fawzi, PNUD, France
- Mme Amelie Voninirina, PNUD, Madagascar
- Mme Amie Gaye, ONU, Sénégal
- Mme Ana-Maria Beldiga, PNUD, Afrique du Sud
- Mme Andrea Antonelli, Nations Unies, Angola
- Mme Angela Yayra Kwashie, FENU, Ghana
- Mme Anne-Claire Grossias, PNUD,
- Mme Asma Bouraoui Khouja, PNUD, Tunisie
- Mme Aya Abou-Hadid, PNUD, Egypte
- Mme Basisipho Jack, ONU, Afrique du Sud
- Mme Bintou Diallo, ONU, Burkina Faso
- Mme Boitumelo Sebonego, UNRCO, Botswana
- Mme Bryony Steyn, UNRCO, Lesotho
- Mme Catherine Diam-Valla, PNUD, États-Unis
- Mme Christine Umutoni, ONU, Maurice

- Mme Clarisse Coulibaly, PNUD, Burkina Faso
- Mme Claudia Assmann, ONU, Tunisie
- Mme Daisy Mukarakate, PNUD, Éthiopie
- Mme Deka Moussa Ragueh, PNUD, Djibouti
- Mme Eliaba Mundu, UNICEF, Sud-Soudan
- Mme Erica Mattellone, UNICEF, Madagascar
- Mme Errollice Tjipura, UNRCO, Namibie
- Mme Esther Schneider, PNUD
- Mme Eunice Ajambo, ONU Namibie, Namibie
- Mme Fatmata Sesay, PNUD, Sud Soudan
- Mme Fatou Fall, PNUD, Sénégal
- Mme Fatou Leigh, PNUD, Sénégal
- Mme Fenohasina Rakotondrazaka, PNUD, Madagascar
- Mme Fosca D'incau, PNUD, Maroc
- Mme Gabriela Guilhem-Ducléon, PNUD, France
- Mme Geneviève Mboundzi, PNUD, Gabon
- Mme Gesther Mmethi, FAO, Afrique du Sud
- Mme Ghita Elrharmouli, UNICEF, Maroc
- Mme Ghita Rharmouli, UNICEF, Maroc
- Mme Gifty Tetteh, Bureau des coordinateurs résidents des Nations unies, Ghana
- Mme Ginette Mondongou Camara, PNUD, États-Unis
- Mme Grace Gulere, ONU Femmes, Ouganda
- Mme Gugulethu Dlamini, PNUD, Eswatini
- Mme Habiba Djallah, UNRCO, Tchad
- Mme Hadjara Moussa, UNRCO, Niger
- Mme Halima Abdourahim, PNUD, Comores
- Mme Hasina Rakotondrazafy, UNRCO, Madagascar
- Mme Hyun Hee Ban, UNICEF, Sud-Soudan
- Mme Jabusile Shumba, UNRCO, Zimbabwe
- Mme Jianing Ma, PNUD, Namibie
- Mme Judyth Engels, PNUD, Kenya
- Mme Karima Kessaba, UNICEF, Maroc
- Mme Kimwaga Ali, PNUD, Tanzanie
- Mme Krivani Pillay, ONU, Afrique du Sud
- Mme Laure Gnassou, ONU, Burkina Faso
- Mme Lina Nabarawy, UNICEF, Egypte
- Mme Liz Samula, FMI, Ouganda

- Mme Lucy Martin, PNUD, Royaume-Uni
- Mme Mabulara Tsuene, PNUD, Lesotho
- Mme Madeleine Mbock, PNUD, Cameroun
- Mme Margunn Indreboe Alshaikh, PNUD, Botswana
- Mme Mariam Ayoub, Ministère de la coopération internationale, Egypte
- Mme Mariem Abdelkefi, PNUD, États-Unis
- Mme Martine There, PNUD, Maroc
- Mme Maya Faisal, UNICEF, Cameroun
- Mme Michelle Muita, PNUD, Éthiopie
- Mme Mickelle Hughes, UNRCO, Zimbabwe
- Mme Mireille Linjouom, PNUD,
- Mme Mirhame Mshangama, ONU, Congo
- Mme Motulu Molapo, PNUD, Lesotho
- Mme MounaEl Jaouhari, ONU, Guinée
- Mme Mpho Raboloko, UNRCO, Botswana
- Mme Muziranenge Aimee, UNRCO, Rwanda
- Mme Naeun Choi, UNRCO, Libye
- Mme Narissa Seegulam, UNRCO, Gambie
- Mme Natalia Halweendo, FNUAP/OIT, Namibie
- Mme Nilifer Anac, PNUD, Suisse
- Mme Nozipho Kumalinga, PNUD, Afrique du Sud
- Mme Onkokame Mothobi, PNUD, Botswana
- Mme Oumie Joof, Secrétariat de l'ONU, Gambie
- Mme Paola Piccione, PNUD, Libye
- Mme Pascaline Barankeba, UNRCO, Burkina Faso
- Mme Piper Hart, PNUD, États-Unis
- Mme Precious Akanonu, PNUD, Nigeria
- Mme Priya Gujadhur, FAO, Ouganda
- Mme Pulcherie Marie Prisca Yameogo, PNUD
- Mme Rania Uwaydah, PNUD, Liban
- Mme Raquel Tor, PNUD, États-Unis
- Mme Samia Hamouda, PNUD, Mali
- Mme Sangji Lee, PNUD, États-Unis
- Mme Sarra Ben Elkadhi, UNOPS, Tunisie
- Mme Sizakele Mabaso, PNUD, Afrique du Sud
- Mme Solange Ramos, UNODC, États-Unis
- Mme Susan Ngongi Namondo, UNRCO, Ouganda

- Mme Sylvia Senu, PNUD, Ghana
- Mme Teguest Berhanou, UNECA, Ethiopie
- Mme Thokozire Gausi, PNUD, Malawi
- Mme Tonicah Maphanga, UNFPA, États-Unis
- Mme Tsalano Peggy Kedikilwe, PNUD, Botswana
- Mme Tshepho Babatshi Gasha, Banque mondiale, Botswana
- Mme Usu Mallya, ONU Femmes, États-Unis
- Mme Volatiana Rakotondrazafy, ONUDI, Madagascar
- Mme Winner Jeannette, UNRCO, Ouganda

Secrétariat conjoint

Département des affaires économiques des Nations unies (DESA)

1. Mme Shari Spiegel, Chef du Service de l'analyse et du développement des politiques, FSDO, UNDESA
2. Mme Natalia Aristizabal Mora, responsable des affaires économiques, FSDO, UNDESA
3. M. Yanis Kuhn von Burgsdorff, responsable des affaires économiques, FSDO, UNDESA
4. Mme Cecilia Caio, FSDO, UNDESA
5. Mme Elena Klare, FSDO, UNDESA

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA)

6. M. Joseph Atta-Mensah, Officier responsable, Division Macroéconomie et Gouvernance, UNECA
7. M. Allan Mukungu, Officier responsable, Section Gouvernance économique et finances publiques, Division Macroéconomie et Gouvernance, UNECA
8. Mme Farzana Sharmin, responsable des affaires économiques, section Gouvernance économique et finances publiques, division Macroéconomie et gouvernance, UNECA
9. M. Douglas Kigabo Bitonda, responsable des affaires économiques, section de la gouvernance économique et des finances publiques, division de la macroéconomie et de la gouvernance, UNECA.
10. M. Daniel Perez Parra, Section Gouvernance économique et finances publiques, Division Macroéconomie et gouvernance, UNECA
11. M. Mamoudou Sebego, Chargé des affaires économiques, SRO-CA, UNECA
12. M. Mamadou Cisse, IDEP, UNECA

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

13. M. Dr. Ayodele Odusola, Directeur du Hub du secteur financier du PNUD en Afrique
14. Mme Orria Goni, Conseillère régionale pour le financement des ODD, Centre du secteur financier du PNUD en Afrique.
15. Mme Luckystar Miyandazi, spécialiste en fiscalité, PNUD Africa Finance Sector Hub
16. M. Ankun Liu, Analyste de programme, Centre du secteur financier du PNUD en Afrique.

Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

1. M. Einar Bjorgo, Directeur, Division pour l'analyse des satellites et la recherche appliquée, UNITAR
2. Mme Elena Proden, UNITAR
3. Mme Madina Maraliev, UNITAR